

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

NUMERO 271
5 septembre 1988

CHINE
Perestroïka
made in china

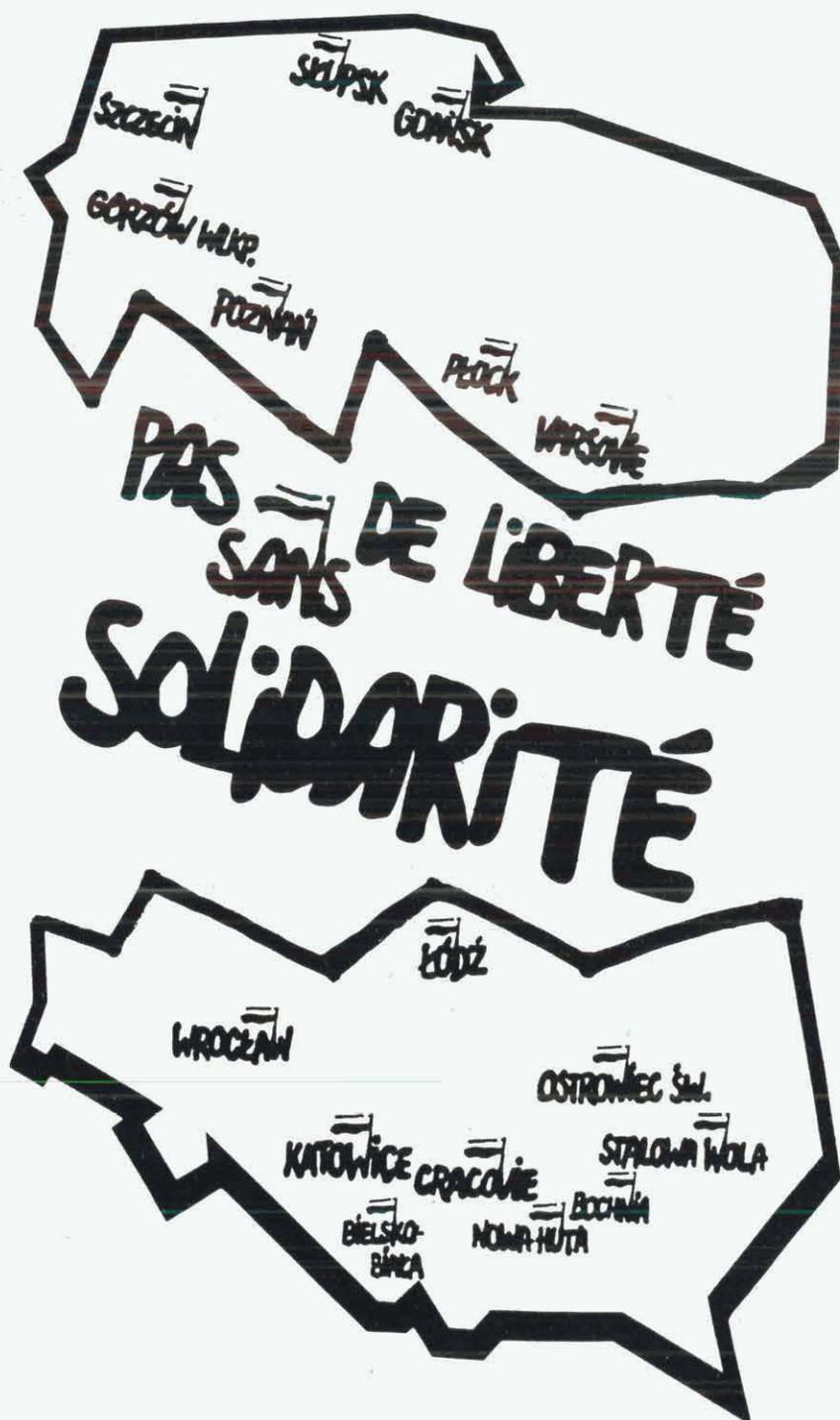
MEXIQUE
Lendemain
de fraude
électorale



HONGRIE
Les fruits amers
du
"socialisme
de marché"

PALESTINE
Répression
sans
frontières

15FF-4FS-85FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

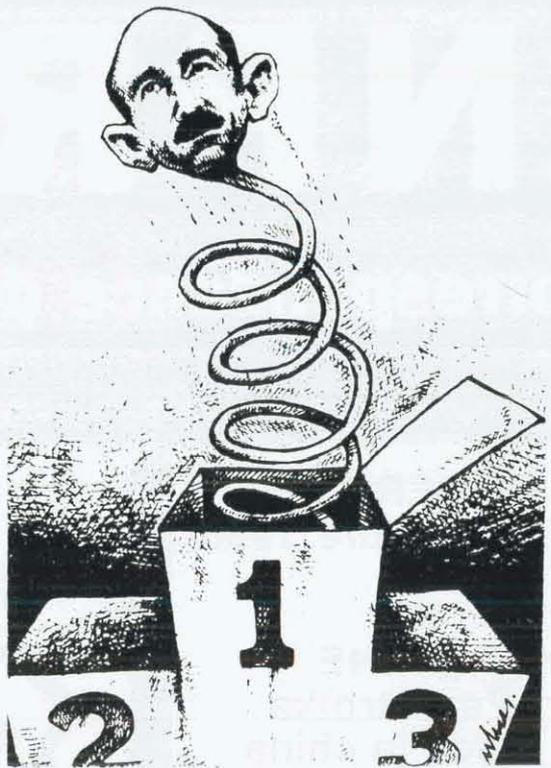
Editée par Presse-Edition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 271 DU 5 septembre 1988

- 3 POLOGNE
Le DIA...logue et la MAT...raque
Cyril SMUGA
- 6 Le pacte anti-crise
Interview de *Zycie Warszawy*
- 8 PEROU
Grève générale contre la misère
Hugo BLANCO
- 10 ETAT ESPAGNOL
Travail des femmes
José Ignacio CASAS
- 11 MOYEN-ORIENT
Répression sans frontières
Communiqué des "Fils du pays"
- 13 HONGRIE
Les fruits amers du socialisme
Robert MISIK
- 16 CHINE
Les habits neufs de Zhao Ziyang
A. MARAVER
- 21 MEXIQUE
Lendemain de fraude électorale
Comité central du PRT
- EN BREF...**
- 25 JEUNES : Cinquième camp d'été ;
FEMMES : Femmes arabes en prison ;
YOUGOSLAVIE : Condamnations à Ljubljana ;
AFRIQUE DU SUD : Lutte contre la conscription ;
DESARMEMENT : Septième congrès de l'END.
- 28 PAKISTAN
Explosion pour la démocratie
Tariq ALI



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

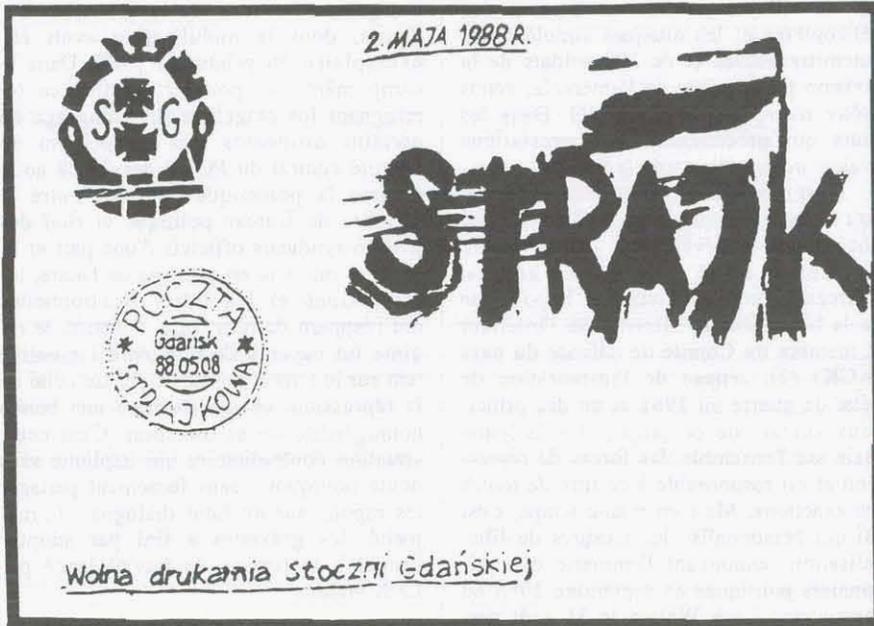
Commune.....

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.



POLOGNE

Le DIA ...logue et la MAT...raque *

APRES PLUS DE DEUX SEMAINES de grèves qui ont touché plusieurs centres industriels importants, Lech Walesa a appelé à la reprise du travail le 1 septembre, après avoir rencontré durant quelque trois heures l'homme fort du régime et l'un des principaux artisans du coup d'Etat de décembre 1981.

Cyril SMUGA

L.ACONIQUE, le communiqué rendu public à la suite de la rencontre entre le président de Solidarité et le ministre de l'Intérieur l'est assurément. Il ne contient nulle trace d'engagement ni même de promesse. Il omet même de préciser les qualités des interlocuteurs de cette peu banale réunion. Qu'on en juge : "Le 31 août 1988 à Varsovie, le général Czeslaw Kiszczak a rencontré Lech Walesa. L'évêque Jerzy Dabrowski et Stanislaw Ciosek ont pris part à l'entretien au cours duquel ont été débattues les prémices à la tenue d'une table ronde et la manière de l'organiser". Pour obtenir plus de précisions sur la teneur des propos échangés, il faut se reporter au communiqué de l'épiscopat polonais qui précise : "Lech Walesa a posé le problème le plus important à l'heure actuelle, celui des chemins qui mènent à l'application du pluralisme syndical, donc du statut de Solidarité. Ses interlocuteurs ont déclaré que tous les problèmes liés au mouvement syndical seront discutés à la table ronde."

On notera que ce communiqué ne parle pas non plus d'engagements autres que

ceux déjà annoncés le 26 août par le général Kiszczak concernant l'organisation de la table ronde censée débattre de tous les problèmes que ses participants pourraient soulever. En particulier, il n'y est pas question d'amnistie pour les très nombreux travailleurs arrêtés et condamnés pour faits de grève ni de garanties pour ceux qui reprendraient le travail.

Surprise et amertume des travailleurs

A son retour à Gdansk, Lech Walesa a été fraîchement accueilli. "Vous avez brisé Solidarité" lui lança une femme devant l'église Sainte Brigitte, siège du comité de soutien aux grévistes. "Nous avons perdu et nous avons perdu notre temps" commenta l'un des membres du comité de grève, quant à Alojzy Szablewski, le président du comité de grève inter-entreprises de Gdansk, il laissa échapper que "la décision d'arrêter la grève est amère" avant d'ajouter qu'à son avis, le rapport de forces ne permettait pas d'obtenir la reconnaissance du syndicat indépendant. Pourtant, après une houleuse assemblée générale tenue le matin du 1 septembre

dans le chantier naval "Lénine" de Gdansk, les travailleurs acceptaient la proposition du comité de grève de suspendre le mouvement. "On peut lutter pour notre but principal par d'autres moyens que la grève", expliquait Lech Walesa avant d'ajouter : "Il n'y a pas d'autre issue raisonnable que d'arrêter le mouvement". "Vous êtes la seule garantie!" lança Walesa aux grévistes qui lui demandaient sur quoi fondait-il ses espoirs concernant l'issue des négociations menées plus tard, à froid. A 14 heures les grévistes quittaient le chantier en manifestation, accueillis par une foule de trois mille personnes. "Solidarité!", "Pas de liberté sans Solidarité!", "Nous vaincrons!" - scandaient-ils. Le port de Gdansk ainsi que les autres chantiers navals, devaient arrêter le mouvement dans la foulée.

Ouverture des négociations

Dans les autres centres de la grève, c'est avec stupéfaction et étonnement que les travailleurs apprirent la décision de suspendre le mouvement à la condition qu'un accord intervienne sur les revendications locales (au chantier naval "Lénine" la question de la légalisation de Solidarité était seule en cause). Dans le puits "Manifest Lipcowy" où le mouvement a commencé dans la nuit du 14 au 15 août, les grévistes réclamèrent la venue de Lech Walesa pour comprendre son point de vue. Dans le combinat métallurgique de Stalowa Wola, le comité de grève annonça qu'il n'était pas question de suspendre la grève avant d'avoir obtenu les garanties de non-répressement et que tout était prêt pour élargir la grève à la fonderie, où le travail continuait pour des raisons techniques. Il exigea également d'être mis en contact avec le président du syndicat.

A Szczecin, les travailleurs du port et ceux retranchés dans le dépôt de bus de Dabie entamèrent des négociations difficiles sur les questions de salaires et de répression, conditionnant toute reprise de travail à la satisfaction de ces revendications. A Cracovie, où une grève était à nouveau prévue le 1 septembre dans l'aciérie "Lénine" de Nowa Huta, elle fut suspendue au dernier moment. A Lublin, par contre, les ouvriers de l'usine de camionnettes FSC organisaient un meeting et présentaient leur liste de revendications. Outre la légalisation de Solidarité ils exigeaient également la "fin du monopole politique du POU" et la satisfaction de nombreuses exigences matérielles. La direction de l'usine accepta immédiatement d'ouvrir les négociations sur ces dernières, dialoguant en public avec le comité de grève devant les milliers de travailleurs rassemblés, ce qui décida ces derniers à suspendre leur mouvement le soir même. Malgré ces flottements pourtant dans la soirée du 1 septembre la vague de grèves commençait à refluer.

* DIAMAT : La "DIAlectique MATérialiste", forme figée, dogmatique, iconisée du marxisme dans sa version stalinienne.

Lech Walesa avait accepté de rencontrer le général Kiszczak sans autre condition que celle d'être traité de fait en représentant des grévistes alors que la répression, dont le premier signe fut donné le 22 août avec l'assaut de la police contre trois dépôts de transports en commun de Szczecin et la proclamation du couvre-feu dans les régions minières de Haute-Silésie, allait s'accroître. Dans une vingtaine de mines, la grève fut brisée par la force, de nombreux grévistes arrêtés, condamnés et licenciés. Un dirigeant paysan indépendant, Gabriel Janowski, venu apporter de la nourriture au puits "Lénine" de Myslowice-Wesola, pris par les policiers qui investirent ce puits, a été interné de force dans un hôpital psychiatrique - fait sans précédent en Pologne - après avoir été sauvagement battu.

Dialogue sur fond de répression

A Stalowa Wola, une manifestation de mille personnes en soutien aux grévistes organisée par les militants du mouvement pacifiste indépendant Liberté et Paix (WiP), fut attaquée le 28 août et les personnes arrêtées subirent de très graves violences. Le récit d'une des victimes a été recueilli par la commission d'intervention de Solidarité : *"Ils ont commencé à nous frapper sur les marches du commissariat, puis à l'intérieur ils ont improvisé un premier "chemin de la santé" (1). Ils frappaient sans discernement. Ils nous traînaient par les mains et les pieds dans l'escalier. (...) J'ai été jeté dans une pièce par trois fonctionnaires. Ils m'ont dit de me déshabiller puis se sont jetés sur moi. Ils frappaient avec les poings et les matraques. Je suis tombé et j'ai crié. Ils m'ont mis la veste sur la tête. Un des fonctionnaires m'a coincé la tête contre le sol avec son genou et ils se mirent à me battre systématiquement. Je ne sais pas combien de temps cela a duré. Après ils nous ont descendus dans la cour et jeté dans les camionnettes. Nous devions de nouveau passer par un "chemin de la santé". Les fonctionnaires frappaient avec les matraques, les poings, donnaient des coups de pieds. (...) Nous avons été amenés au village Nisko où se trouve la caserne des ZOMO. Là, au commissariat, nous avons à nouveau connu le chemin de la santé. Lorsque je suis rentré dans une pièce, ils crièrent "à terre" puis me matraquèrent de nouveau durant une demi-heure. Les miliciens choisissaient certains d'entre nous et s'acharnaient sur eux (...) Ils s'en prenaient particulièrement à ceux qui n'étaient pas de Stalowa Wola..."* Tous les arrêtés furent condamnés à de fortes amendes dans les deux jours qui ont suivi.

Alors que Lech Walesa était reçu par le ministre de l'Intérieur, dans le combinat métallurgique de Stalowa Wola, où la grève d'occupation commença le 22 août avait connue le 29 un sérieux renfort avec l'arrivée de six mille travailleurs que la direction avait fait venir pour déborder les grévistes mais qui se sont immédiatement joints au mouvement, depuis deux nuits

les travailleurs subissaient l'assaut des hélicoptères et les attaques simulées des automitrailleuses et de 500 soldats de la division parachutiste de Poméranie, venus prêter main forte aux ZOMO. Dans les jours qui précédèrent, des arrestations avaient eu lieu dans tout le pays.

C'est dire que le régime, tout en acceptant de recevoir le président du syndicat, poursuivait et développait la répression. La personnalité même du général Kiszczak symbolise l'unité de la politique de la bureaucratie. Ministre de l'Intérieur et membre du Comité de défense du pays (KOK) (2), artisan de l'instauration de l'état de guerre en 1981 et un des principaux auteurs de ce projet, il a la haute main sur l'ensemble des forces de répression et est responsable à ce titre de toutes les exactions. Mais en même temps, c'est lui qui personnalise les mesures de libéralisation, annonçant l'amnistie des prisonniers politiques en septembre 1986 ou rencontrant Lech Walesa le 31 août dernier. Le choix de poursuivre la répression tout en tendant la main au président du syndicat dissous ne doit rien au hasard. Il indique les limites de l'ouverture que le régime est prêt à pratiquer et augure mal les perspectives de la démocratisation que Lech Walesa semble espérer.

Pouvait-on espérer en ce 1 septembre que le rapport des forces entre les grévistes et le pouvoir finirait par imposer des concessions plus substantielles à ce dernier, ou bien l'attitude de Lech Walesa, appelant à arrêter le mouvement était-elle "la seule raisonnable" ? Une réponse univoque à cette question est difficile. Le mouvement de grèves - et l'éclatement de mouvements à Lublin comme l'élargissement de la grève à Stalowa Wola où les tensions apparues à l'aciérie de Nowa Huta durant ces derniers jours en font foi - n'avait pas épuisé toutes ses potentialités d'élargissement, malgré la reprise du travail dans la quasi-totalité des mines de Haute-Silésie.

Le rapport des forces

Cependant, les travailleurs qui participent activement aux occupations d'usines ne constituaient - en règle générale - qu'une minorité. Plus nombreux étaient ceux qui, tout en se solidarisant avec la grève (à ce titre, l'exemple des mines de Haute-Silésie où la bureaucratie a échoué dans sa tentative de faire signer massivement des déclarations contre la grève moyennant le paiement des journées chômées, est significatif), préféraient rester chez eux, craignant l'affrontement violent.

Enfin, à part quelques cas particuliers, comme à Stalowa Wola où l'initiative de manifestations de solidarité permit d'assurer un soutien massif de toutes les catégories de la population à la grève, dans la majorité des cas, les grèves d'occupation sont restées assez isolées de la population, sympathisante mais passive. Cela tient probablement aux vacances universitaires qui ont réduit à la dimension sym-

bolique les actions de la jeunesse étudiante, dont la mobilisation avait été exemplaire au printemps 1988. Dans le camp même du pouvoir, comme en témoignent les exigences de limogeage de certains dirigeants lors du plénum du Comité central du POUW des 27-28 août, comme la polémique publique entre le membre du Bureau politique et chef des pseudo-syndicats officiels d'une part et le premier ministre en exercice de l'autre, les dissensions et les luttes fractionnelles ont réapparu de plus belle. Pourtant, le régime fut capable de reprendre l'initiative tant sur le terrain politique que sur celui de la répression, ce qui exprime une bonne homogénéité de sa direction. C'est cette situation contradictoire qui explique sans doute pourquoi - sans forcément partager les espoirs sur un futur dialogue - la majorité des grévistes a fini par adopter l'appel à la reprise du travail lancé par Lech Walesa.

Le bon grain et l'ivraie

Peut-on dire pour autant que la rencontre avec celui qui fut qualifié pendant près de sept ans de "personne privée" et la mise en avant du projet d'une table ronde avec des représentants de l'opposition avait pour unique but de mettre fin aux grèves dont la liquidation par la force risquait d'accroître encore la polarisation du pays et d'accélérer la radicalisation de la jeune génération ? Certainement pas. Depuis l'amnistie de septembre 1986, le régime poursuit inlassablement ses tentatives visant à intégrer une partie au moins de l'opposition, quitte à lui laisser une marge d'autonomie qui ne remet pas en cause le pouvoir. La presse officielle polonaise a ainsi depuis un bon moment dépassé les limites les plus hardies de la glasnost, témoignant d'un pluralisme idéologique très réel et offrant à ses lecteurs une information certes orientée, mais relativement complète.

Ainsi les grèves récentes furent l'objet de longs articles dans lesquels l'aspect descriptif allait de paire avec des insinuations grossières et fallacieuses à l'adresse des grévistes. En janvier 1987, fut mis en place un Conseil consultatif dans lequel sont entrés certains intellectuels indépendants - et même d'anciens conseillers de Solidarité comme l'avocat Wladyslaw Sila-Nowicki ou le sociologue Andrzej Tymowski qui gardent de très nombreux liens avec leurs collègues de l'intelligentsia oppositionnelle et frondeuse. Le pouvoir autorisa également le fonctionnement de certains clubs politiques, dans lesquels les discussions sur le passage au

1) Deux rangées de policiers, qui frappent les personnes obligées de passer au milieu.

2) Apparu en 1981 le KOK est devenu le véritable centre du pouvoir de la bureaucratie. Présidé par le général Jaruzelski il prend les décisions dans les périodes de crise, repoussant au second plan le Bureau politique du parti et le gouvernement. L'annonce du recours au couvre-feu dans les régions touchées par les troubles comme la proposition d'organiser une table ronde comprenant des représentants de l'opposition avait ainsi suivi de peu une réunion du KOK.

capitalisme vont bon train, et permis à d'anciens opposants de poursuivre légalement la publication d'un journal autrefois clandestin - la revue "Res Publika". Enfin des rencontres indépendantes ont été tolérées - la dernière en date fut le congrès international des droits de l'Homme tenu à Cracovie fin août avec la participation de très nombreuses personnalités de l'opposition et des délégations étrangères venant même des pays de l'Est. Des passerelles ont ainsi été établies entre la sphère du pouvoir et celle des milieux influents au sein de Solidarité. Les discussions menées ce printemps au sujet d'un possible pacte anti-crise (3) tant dans les coulisses que dans la presse officielle, en ont été le dernier exemple. Dans un rapport secret - mais dont la fuite avait été opportunément organisée - une des personnalités en vue du régime, Mieczyslaw Rakowski, à la fois membre du Bureau politique du POUP et secrétaire de son Comité central chargé de la propagande, préconisait la poursuite d'une telle politique visant à "isoler le noyau dur" de l'opposition, notamment au travers d'initiatives visant à intégrer Lech Walesa et au travers de sa personne, une partie au moins de syndicalistes de Solidarité.

Eviter les soulèvements

Le régime du général Jaruzelski est en effet conscient que la seule mise au ban de Solidarité et la répression des militants syndicaux ne peut être à terme une garantie contre la répétition de soulèvements ouvriers. La situation économique désastreuse - dont témoigne aussi bien l'alourdissement de la dette extérieure (4), le délabrement de l'approvisionnement, l'inflation galopante (5) que le sous-emploi chronique des capacités industrielles installées (6) - ne permet pas au général Jaruzelski de suivre l'exemple de la normalisation tchécoslovaque, combinant la répression et une élévation durable du niveau de vie de la population. La baisse du niveau de vie (7) combinée à la crise du logement (8) est un facteur puissant de frustration et de radicalisation, en particulier de la jeune génération. Enfin, la bureaucratie polonaise subit les pressions des créanciers occidentaux et du Fonds monétaire international (FMI), qui exigent une politique d'austérité plus conséquente comme condition d'ouverture de nouvelles lignes de crédit, indispensables aussi bien pour assurer la modernisation de certaines branches d'industrie que pour assurer les importations de matières premières et de produits secondaires indispensables au fonctionnement d'autres secteurs.

C'est pour faire face à tous ces dangers là que certains secteurs au moins de la bureaucratie envisagent aujourd'hui l'éventualité d'une entente avec l'aile modérée de Solidarité. Il ne s'agit pas pour eux d'autoriser l'existence légale d'un syndicat national puissant - comme Solidarité le fut en 1980-1981 - capable de dicter des conditions au gouvernement et mû par une dynamique débouchant inévitablement sur la dualité des pouvoirs. Il est plutôt question de diviser les rangs ouvriers en cherchant à faire accepter à un secteur au moins de Solidarité une politique d'austérité au nom de "l'intérêt supérieur de la nation" tout en lui imposant un cadre légal contraignant - celui de la loi syndicale votée en 1982 - qui autorise la répression sélective de toutes les initiatives ouvrières pouvant



tendre à la généralisation des luttes. Les bureaucrates polonais ne cachent pas que pour réussir une telle opération, ils escomptent une aide financière étrangère massive dans un premier temps, comparable à une sorte de "plan Marshall" - c'est même à cause d'un tel espoir que, selon les explications officielles, la Pologne a intégré le FMI.

Bon nombre d'experts et de conseillers de Solidarité, voire des dirigeants du syndicat, partagent un tel projet économique, bien qu'ils mettent en avant, comme condition de leur participation à l'accord, le rétablissement de Solidarité. L'inflation galopante qui réduit à néant en quelques mois toute conquête salariale, même importante, peut conduire à une acceptation par certains secteurs de la classe ouvrière de mesures apparaissant comme

un gel provisoire de leur niveau de vie. L'espoir que la soumission de l'entreprise aux forces du marché permettra de briser le carcan du contrôle bureaucratique et conduira à affaiblir le pouvoir est également présent.

Une phase ascendante de luttes

Un tel projet se heurte cependant à la dynamique de radicalisation d'une classe ouvrière jouissant d'une expérience accumulée de trahisons staliniennes, d'un potentiel appréciable d'organisation et d'un haut niveau de combativité, comme en témoignent les récentes grèves. Rien ne permet de penser que des mesures, même extrêmement limitées et contraignantes, qui conduiraient à une légalisation de fait de l'activité syndicale indépendante au niveau de l'entreprise seraient de nature à ouvrir la voie d'une intégration du syndicat indépendant. Car depuis l'échec du pouvoir au referendum sur la réforme économique en novembre 1987, le mouvement ouvrier polonais est entré dans une phase ascendante de luttes et d'organisation, dont témoignent les vagues de grèves de cette année comme le développement des organisations politiques d'opposition et des structures de Solidarité.

Les travailleurs polonais ont fait preuve au printemps d'une très grande ténacité et capacité de récupération après les échecs subis. Ainsi, malgré l'évacuation le 5 mai de l'aciérie "Lénine" de Nowa Huta, la grève s'est poursuivie jusqu'au 18 mai. En août, à Szczecin, nombre de travailleurs expulsés des dépôts de bus et tramways investis par la police se regroupaient dans ceux où l'occupation se poursuivait. Enfin, bien que les grévistes n'aient rien obtenu lors du mouvement de printemps dans le Chantier naval "Lénine" de Gdansk, moins de trois mois plus tard ils reprenaient le mouvement, plus nombreux et plus déterminés. Les tentatives répétées, malgré la forte présence policière et un rapport de

3) Cf. notre document page 6.

4) Elle atteint près de 40 milliards de dollars contre 26 en 1981, sans compter la dette en roubles qui s'élève à près de 7 milliards.

5) Par rapport à 1980 l'indice du coût de la vie a atteint 603% fin 1987 et on estime qu'il dépassera le seuil de 900% cette année.

6) On estime que 30 à 40% des capacités industrielles ne sont pas utilisées faute de matières premières, d'énergie ou de main-d'oeuvre.

7) On estime généralement à près de 30% la baisse du salaire réel depuis 1981 bien qu'il faille tenir compte de la pénurie généralisée qui rendait largement symbolique alors les revenus monétaires.

8) A Varsovie plus de la moitié des jeunes couples ne disposent pas de logement et l'attente moyenne pour l'obtention d'un logement après avoir payé son dû dans une coopérative est estimée à... 30 ans.

forces défavorable localement, de démarrer des grèves dans une série d'entreprises cet été, comme la résistance tenace des mineurs de Haute-Silésie, dont certains n'avaient pas hésité à s'isoler au fond pour empêcher la reprise du travail malgré l'évacuation de la majorité de leur camarades par la police, témoignent également d'un haut niveau de combativité et de détermination.

La vague de grèves d'août aura contribué à réorganiser les structures de Solidarité en les dotant de nouvelles directions là où les dirigeants historiques ont disparus ou n'ont pas été à la hauteur de la tâche, et en leur permettant un recrutement massif de travailleurs. Dans de nombreuses entreprises les travailleurs ont en effet profité des grèves pour remettre sur pieds des commissions syndicales nouvelles. D'autre part, dans certains cas les travailleurs ont d'ores et déjà élu leurs représentants pour la table ronde annoncée par le général Kiszczak. Cela réduit les possibilités d'un accord au sommet tournant le dos à la mobilisation des travailleurs.

Ce projet, et en particulier dans la forme qu'en donnent les dirigeants et experts de Solidarité, est plus dangereux par l'attentisme et la désorientation politique qu'il suscite que par la potentialité de sa mise en pratique.

De nouvelles organisations radicales

Enfin l'apparition sur le devant de la scène de nouvelles organisations radicales témoigne d'une politisation croissante en particulier de la jeune génération. Ainsi les militants du Mouvement Liberté et Paix (WiP) ont joué un rôle important dans le soutien aux grèves, assurant la circulation de l'information et organisant les initiatives de soutien. Dans ce mouvement des courants se réclamant de l'anarchie ont fait leur apparition, ce qui symbolise la volonté de la nouvelle génération de renouer avec les traditions historiques du mouvement ouvrier. La répression dont furent victimes plusieurs dirigeants centraux du Parti socialiste polonais (PPS) - dont à nouveau Jozef Piniór, Czeslaw Borowczyk et Jolanta Skiba à Wrocław ainsi que Piotr Ikonowicz, Krzysztof Trzaska et Jacek Kilian en Haute-Silésie, emprisonnés pour leur rôle dans les grèves - témoigne de l'insertion dans les luttes de cette nouvelle organisation.

La réapparition massive de l'Association indépendante des étudiants (NZS) au printemps de cette année comme les succès croissants des initiatives politico-surréalistes de l'Alternative orange indiquent l'importance de la radicalisation dans la jeunesse étudiante. Notons enfin que toutes les organisations politiques traditionnelles de l'opposition ont connu un renouveau important - c'est la cas de la plus ancienne d'entre elles, la Confédération de la Pologne indépendante (KPN) qui avait organisé des meetings dans plusieurs villes le 1 septembre 1988

et aussi de l'Organisation Solidarité combattante (OSW) dont le principal dirigeant Kornel Morawiecki, banni au printemps, est revenu clandestinement dans le pays fin août.

L'ensemble de ces organisations se sont avérées capables d'organiser en commun, de concert avec différentes structures de Solidarité, des mobilisations significatives, comme par exemple la manifestation du 31 août à Poznan. Leur capacité (bien que encore ponctuelle) de parvenir,

malgré des divergences souvent très profondes, à l'unité d'action pour développer la mobilisation est certainement un élément nouveau et important de la situation politique polonaise. Il contribue comme les autres facteurs cités à rendre aléatoires les projets gouvernementaux visant à museler les travailleurs polonais au travers d'un pacte anti-crise. ■

1er septembre 1988



Le pacte anti-crise

TROUVER UNE ISSUE à la crise sociale et politique toujours plus explosive, serait possible si le régime et la direction de Solidarité réussissaient à se mettre d'accord sur un "pacte anti-crise", sorte de pacte de la Moncloa à la polonaise, soutiennent quelques personnalités de l'opposition démocratique. Le récent mouvement de grèves était à son apogée quand Adam Michnik écrivait dans l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, du 22 août :

"Il s'agit d'élaborer un programme-Solidarnosc pour l'époque perestroïka.

Un programme qui respecte la réalité internationale et tiennent compte de la réalité spécifiquement polonaise. Un programme qui prévoit une réforme du système, avec une visée révolutionnaire ; le passage de l'ordre stalinien à un ordre démocratique.

L'histoire récente de l'Europe offre un exemple : le passage en Espagne de la dictature à la démocratie. La victoire a été précédée par un pacte anti-crise pour des réformes politiques, qui a fixé les règles d'un compromis et amené une loi électorale démocratique.

L'élite du communisme polonais pourra-t-elle produire une force d'imagination semblable à celle de l'élite de Franco à l'époque ? Et les élites de Solidarnosc pourront-elles montrer les mêmes capacités au compromis que l'opposition espagnole autrefois ?

En somme, le communisme actuel est-il aussi réformable que le régime de Franco ? Pour rester fidèle à la vérité, la réponse se situe plus près du scepticisme que de l'espoir."

Au sein de la bureaucratie, il existe bien sûr des secteurs qui, conscients d'une décomposition catastrophique du régime appelé "socialisme réel", appellent à la concertation sans délai pour "un pacte anti-crise". Ce qui crée une véritable panique dans ces secteurs, c'est la radicalisation et le caractère explosif de la jeune génération, dans les entreprises et les universités. Ils craignent qu'à court terme, la scène politique polonaise ne soit dominée par un affrontement ouvert "entre les rebelles qui ont la pierre à la main et les policiers avec leurs matraques", selon une expression récemment forgée par quelques intellectuels du régime.

Sous l'impact des grèves et des protestations de masse d'avril et mai, le 28 juin dernier a eu lieu la première rencontre entre les partisans du "pacte anti-crise" des deux camps. L'opposition était notamment représentée par les vieux conseillers de la direction de Solidarité, Bronislaw Geremek, Andrzej Wielowieyski et Ryszard Bugaj. Parmi les bureaucrates participant à la rencontre se trouvaient le colonel Stanislaw Kwiatkowski (directeur du Centre d'études d'opinion publique, CBOS), le journaliste Ryszard Wojna et le sociologue Marian Gulczynski.

Quelles seraient les caractéristiques et les objectifs d'un "pacte anti-crise", et quels ont été les résultats de la rencontre ? Marian Gulczynski, professeur à l'Académie des sciences sociales auprès du Comité central du POUP, a révélé certaines choses à ce sujet dans l'interview publiée par le principal quotidien de la capitale *Zycie Warszawy*, du 9 juillet. Nous en reproduisons ci-dessous les extraits les plus significatifs.

A.W.

ZYCIE WARSZAWY: Qui sont pour vous, aujourd'hui, les forces anti-réformatrices ?

MARIAN GULCZYNSKI : Ces forces ont deux ailes. Une aile est constituée des rebelles, qui aspirent à la destruction du système, sans savoir ce qui devrait être construit sur les ruines. J'ai observé cette attitude surtout dans la jeune génération, qui se sent frustrée et mal à l'aise, ce qui est dû au marasme et à l'insuffisance des réformes. N'oublions pas que, par exemple, un couple sur deux n'a pas d'appartement à lui à Varsovie. Dans l'autre aile, se sont retranchées les forces dogmatiques, conservatrices. Elles défendent le vieux modèle du socialisme, parce que leurs intérêts vitaux sont liés à ce modèle, par exemple, l'administration et le lobby qui contrôlent les matières premières et l'acier. De même, les divers *establishments* locaux qui contrôlent les décisions concernant la répartition des biens en quantité insuffisante, le matériel de construction, les engrais, les tracteurs etc., et obtiennent grâce à cela des avantages bien concrets.

■ Vous parlez de "rebelles", ce qui pourrait suggérer qu'il s'agit de quelque groupe organisé.

- Ce n'est pas un groupe, mais un phénomène social, une "masse de poussière", très dangereuse, parce que c'est la poussière qui s'enflamme le plus facilement. Il s'agit d'adolescents et de ceux qui ont une vingtaine d'années. Ils sont frustrés non seulement à cause de ce qui fonctionne mal au niveau de l'ensemble du système, mais aussi à cause de ce qui ne marche pas pour eux, à l'usine ou à l'université. Parmi ces jeunes je ne vois pas de dirigeants, mais je suis sûr qu'ils apparaîtront quand se produira l'explosion. Ils sont là, en train de mûrir. Pour éviter la mise à feu de cette "poussière", il faut assurer rapidement à ces jeunes la possibilité de s'organiser librement. Nous devons être conscients qu'une protestation des jeunes est inévitable. Mais elle peut adopter des formes sauvages, agressives, et alors le contact entre le pouvoir et la jeune génération se fera par la matraque et la pierre. Elle peut aussi prendre d'autres formes, organisées, respectueuses des règles de la légalité, si la jeunesse a la possibilité de s'auto-organiser.

■ Il s'agirait donc de domestiquer la révolte ?

- Y a-t-il une autre solution ? Laquelle, l'émigration ? L'initiative privée ? Ces soupapes de sécurité sont déjà largement fermées. Il est caractéristique que la colère des jeunes se tourne aujourd'hui principalement contre les situations locales, contre la bureaucratie des entreprises qui défend féroce ses privilèges. Nous connaissons des cas dans lesquels la défense du socialisme s'identifie avec la défense d'une équipe au pou-

voir. Mais la bureaucratie est dangereuse à tous les niveaux.

Il faut se rendre compte que de fait, nous avons perdu les élections municipales, récemment, tout en les gagnant formellement ! Nous les aurions vraiment gagnées, si de nouvelles solutions avaient été introduites dans la nouvelle loi électorale, comme le réclamait l'opinion publique ; si dans les collèges électoraux s'étaient retrouvés des gens n'appartenant pas aux bureaucraties locales ; s'il avait suffi de recueillir 100 à 200 signatures pour inscrire quelqu'un sur la liste des candidats, etc. Alors les conseils municipaux se seraient réellement renouvelés, et même si, disons, l'opposition avait pris le pouvoir dans 15 communes et dans un département, cela ne serait pas un drame. Au contraire, ce serait très bien, parce que l'opposition se verrait obligée d'assumer des tâches de co-responsabilité, et les vieux *establishments* auraient été obligés de se mobiliser pour faire un meilleur travail.

■ Dans un an il y a aura de nouvelles élections, cette fois à la Diète (Parlement). Comment, selon vous, devrions-nous organiser la campagne électorale ?

- Je crois que le futur Parlement devrait être plus proche du véritable rapport des forces politiquement actives qui existent dans notre société. Il n'en est pas ainsi. Il existe des forces organisées de façon informelle qui, à plus long terme, peuvent se convertir en forces illégales. Mais en général quand de telles forces se réorganisent illégalement, elles deviennent destructrices. La majeure partie de ces forces peuvent se constituer en une opposition constructive. C'est pourquoi je pense que le plus important est le droit d'association libre, y compris le droit de former des associations et des clubs politiques... J'insiste tout spécialement sur la forme des clubs, parce que je crois - et sur ce point je suis d'accord avec beaucoup de représentants de l'opposition - que si des partis se créent d'un jour sur l'autre, ce seront les démagogues et les populistes qui occuperont le devant de la scène. Les associations et les clubs sont différents, parce qu'ils mettent en marche des processus qui peuvent graduellement conduire à la formation d'un large éventail de forces politiques coalisées.

■ Sans qu'on les appelle partis ?

- Dans l'avenir ces forces devraient s'appeler partis. Je n'ai rien contre, mais cela devrait être le résultat d'un long processus de constitution, d'autant plus qu'une partie importante de telles associations et clubs serait de caractère parlementaire, c'est-à-dire, aurait une représentation à la Diète, suffisamment importante pour influencer sur les prises de décision du corps législatif suprême... Mais ils ne seraient pas suffisamment forts pour renverser le parti, ou la coalition, au gouvernement.

■ Mais il reste très peu de temps avant les élections à la Diète !

- C'est pourquoi il faut commencer immédiatement à travailler sur la nouvelle loi électorale, en associant ces représentants de l'opposition qui respectent les réalités constitutionnelles de notre système.

■ En excluant les rebelles ?

- Evidemment ! C'est justement ce que j'ai proposé pendant la réunion (du 28 juin), réunion déjà célèbre, bien que je pense qu'aucun de ceux qui y ont participé ne recherchaient la notoriété publique.

■ Quels ont été les résultats de cette réunion ?

- Il est apparu que les divergences sont secondaires, si on les compare à ce qui nous unit, tant en ce qui concerne nos jugements sur ce qui va mal dans le pays, qu'en ce qui concerne nos convictions sur ce qu'il faut faire pour remédier à ces maux. Sur un point, il y a eu un accord absolu, que de nouvelles réunions de ce type n'ont pas grand sens, parce que nous nous connaissons déjà suffisamment pour, je crois, collaborer. La nation attend des actes !

■ Quelles sont les limites ? Quelles concessions sont inacceptables pour le pouvoir ?

- Il ne peut y avoir des concessions de deux types. Il est inadmissible que les forces rebelles s'organisent et agissent librement. On ne peut permettre aux rebelles de désintégrer le système et de le rendre anarchique. C'est évident. Mais si nous présentons rapidement un projet constructif, qui inclue le droit d'association, nous pourrions espérer que les secteurs un peu raisonnables, qui pourraient être sous l'influence des rebelles, se retrouvent, en fin de comptes, dans le camp des réformateurs.

On ne peut accepter une déstabilisation de notre position en Europe, position qui conditionne le délicat équilibre mondial entre les deux blocs politico-militaires. Il s'agit d'une question fondamentale pour la sécurité et le développement, à notre échelle comme à celle de l'univers. Les réformes et les changements ne peuvent affecter les alliances qui garantissent notre existence. Ce sont là les limites. C'est là l'enjeu. ■

Zycie Warszawy
9 juillet 1988

Grève générale contre la misère

SI LES DEBUTS du gouvernement d'Alan Garcia candidat de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) élu en avril 1985 comme président de la République avaient montré un ralentissement de l'inflation, à l'inverse de ce qui s'était produit dans les derniers temps du gouvernement de Belaunde Terry (1), cette situation n'a pas duré.

Officiellement, pour les six premiers mois de l'année 1988, la hausse des prix est de 115,3%. Pour le seul mois de juillet, elle est de 30%. Pour l'ensemble de l'année, toutes les estimations prévoient une hausse des prix de l'ordre de 400%, les plus pessimistes vont allégrement jusqu'à 600%.

Les ménagères qui font quotidiennement leur marché et qui ne comprennent pas ce que signifie une "estimation" constatent simplement qu'elles peuvent acheter de moins en moins de produits de première nécessité. 65% de ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, gagnent 7 000 intis par mois, soit environ 40 dollars (2) alors que le coût du "panier de base" familial équivaut à 250 dollars. A cette hausse du coût de la vie et à l'annonce par le gouvernement d'un plan d'austérité à la mi-juin dernier, de nombreuses organisations de travailleurs ont réagi en appelant à la grève générale les 19 et 20 juillet derniers. Ce mouvement a connu un très large succès.

Hugo BLANCO

D EPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE, les mouvements de grève n'ont pas cessé, touchant des centaines de milliers de travailleurs. Pour le seul mois de mai, on comptait 132 grèves dans le secteur privé. En juin, 15 000 ouvriers de la construction cessaient le travail pour deux semaines, suivis par les 18 000 travailleurs des télécommunications et des transports. Enfin, à la mi-juillet, les mineurs entraient à leur tour en action, exigeant la fin de la répression, des augmentations de salaire et l'abaissement de l'âge de la retraite dans ce secteur où les conditions de travail effroyables ont pour conséquence un taux de mortalité très élevé.

Les produits miniers occupent une place importante dans les exportations péruviennes, c'est pourquoi le gouvernement d'Alan Garcia a dû partiellement céder aux revendications, en proposant notamment un abaissement de l'âge de la retraite, au mois d'août. C'est avec cette ébullition ouvrière en toile de fond que le Premier ministre Armando Villanueva annonçait, au mois de juin, un plan d'austérité destiné avant tout à faire rentrer le Pérou en grâce auprès du Fonds monétaire international (FMI). Il est bien oublié le temps des rodомontades d'Alan Garcia quand il s'engageait à ne pas céder aux

diktats des organismes de crédit internationaux et à ne consacrer que 10% des exportations au paiement de la dette !

Les mesures les plus importantes de ce plan sont les suivantes :

- hausse des produits pétroliers de 58%. D'ores et déjà, le ministre de l'Energie et des Mines, Abel Solinas, a prévenu qu'une nouvelle hausse entrerait en vigueur au mois de septembre ;

- augmentation des impôts indirects sur la consommation

- facilités offertes aux investisseurs étrangers. Dans ce cadre, des zones vont être créées dont la totalité de la production sera destinée à l'exportation, et où, bien entendu, les lois fiscales et le code du Travail en vigueur dans le reste du pays, ne s'appliqueront pas. Enfin, la production de ces zones franches ne sera pas soumise au contrôle des prix.

- taux de change préférentiel pour les importations de biens alimentaires et de médicaments. Comme beaucoup de pays du Tiers-monde, le Pérou a favorisé au maximum les cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières. Depuis longtemps, il n'est plus auto-suffisant sur le plan alimentaire.

- Enfin, hausse des salaires de 50% pour le seul secteur public. Quand on regarde les chiffres de l'inflation, on voit rapidement que l'on est loin du compte !

Les 19 et 20 juillet, en réaction à ce plan, la quasi-totalité des organisations ouvrières et populaires appelait à la grève générale.

Le 19 juillet a un sens particulier pour le peuple péruvien. C'est le 19 juillet 1977 qu'eut lieu une grève générale illégale et massive, une grève générale qui était un défi au pouvoir et qui mit fin à la dictature militaire de Francisco Morales Bermudez, ouvrant par là même la période de démocratie toute relative que vit le pays.

Cette année-là, la grève générale, interdite, fit reculer un gouvernement qui pensait durer encore plus de dix ans. Le résultat en fut la convocation d'une Assemblée constituante, la promesse de la convocation d'élections générales, la fin de l'état de siège, et le retour des exilés.

C'est là le type de dates ignorées superbement par la presse internationale qui n'aime que le spectaculaire mais dont se souviennent les travailleurs péruviens, qui gardent la mémoire de leurs luttes collectives.

La grève générale

C'est en mémoire de ce 19 juillet 1977 et encouragé par son succès, qu'il fut appelé cette année à ce mouvement de deux jours.

Appelaient à la grève générale la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), principale centrale ouvrière, et l'Assemblée nationale populaire (ANP) organisme qui réunit, avec la CGTP, la Confédération paysanne du Pérou (CCP), le Syndicat unique des travailleurs de l'enseignement du Pérou (SUTEP), la Centrale inter-sectorielle des travailleurs de l'Etat qui regroupe les employés du secteur public, la Fédération des employés de banque (FEB), la Fédération des étudiants du Pérou (FEP), les vendeurs ambulants, secteur qui grossit constamment dans ce pays où les chômeurs ne reçoivent pas un centime de l'Etat, les habitants des quartiers pauvres, ceux des régions oubliées par l'hyper-centralisme, etc. De plus, la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP), centrale syndicale dirigée par l'APRA se joignit au mouvement de même que les chauffeurs-proprétaires appartenant au secteur public à qui leur direction pro-gouvernementale dut laisser la "liberté de se joindre ou pas" au mouvement.

La grève fut un succès dans l'ensemble du pays, malgré l'importante campagne d'opposition du gouvernement et de l'extrême-droite, malgré l'énorme quantité d'argent distribuée par ordre du gouvernement à ceux qui ne se joindraient pas à la grève. Les actions n'ont pas cessé, loin de là, au lendemain de la grève générale. Ainsi, le 1er août, les 30 000 employés de la FEB arrêtaient de nouveau le travail,

1) Exclu une première fois du pouvoir par le coup d'Etat du général Velasco Alvarado, Belaunde Terry dirigeant du parti de droite Action populaire (AP) reviendra à la présidence de la République en 1980, après la chute du général Morales qui avait chassé Alvarado en 1975.

2) 1 dollar = 33 intis au change officiel ; 75 pour les opérations financières ; 173 au marché parallèle.



Manifestation de la CGTP et de l'ANP (DR)

et les "experts internationaux" voient avec inquiétude s'ouvrir la perspective d'un second semestre qui a de grandes chances d'être "chaud, voire violent, sur le front du travail" (3).

Tout le monde attendait le discours prononcé chaque année par le président de la République devant le Parlement le jour anniversaire de l'indépendance du Pérou, le 28 juillet, principale fête nationale.

L'année dernière, c'est à cette date qu'Alan Garcia avait lancé la bombe politique de l'annonce d'une nationalisation des banques.

Cette nouvelle avait provoqué la rupture des plus importants secteurs du capital avec le gouvernement et la réapparition de l'extrême-droite dirigée cette fois par l'écrivain Mario Vargas Llosa (4). Ces secteurs menèrent une telle campagne contre le projet de la présidence qu'il l'obligèrent à faire marche arrière, si bien qu'aujourd'hui il ne reste quasiment plus rien de la nationalisation des banques, et le seul résultat n'en aura été que le renforcement de cette extrême-droite.

Aussi, cette année, les semaines précédant le 28 juillet furent marquées par une campagne intense des secteurs liés au grand capital et de l'extrême-droite politique, exigeant du gouvernement qu'il n'annonce pas de mauvaises surprises.

Le message présidentiel

Pendant le discours, les dirigeants du patronat national étaient réunis dans le local de la Confédération des institutions patronales privées du Pérou (CONFIEP), écoutant ensemble le message télévisé. Quand ce dernier fut terminé, ils sortirent de leur réunion en se congratulant et en approuvant bruyamment le discours, qui fut également salué par l'extrême-droite.

Le principal de son message fut consacré à promettre une législation plus dure contre la "subversion". Seraient désormais sanctionnées non seulement la participation aux actes terroristes, mais également l'appartenance à des "organisations subversives". Le concept de "responsabilité intellectuelle" du terrorisme est introduit : l'accusé sera reconnu coupable même si aucun acte concret ne peut lui être reproché. C'est désormais la police, et non les juges, qui sera chargée de toutes les enquêtes. L'habitude de la police qui consiste à déposer des armes dans les habitations de ceux qu'elle accuse, sera désormais acceptée par la loi comme preuve contre les accusés. Sera punie "l'incitation à la violence", ce qui est en Amérique latine, nous le savons, un moyen très ancien de supprimer la liberté de la presse. Toutes ces promesses s'accompagnent de phrases de commisération destinées au petit nombre de massacreurs, assassins et tortionnaires membres des corps de répression qui ont été conduits devant les tribunaux. Les Péruviens, déclarait Alan Garcia, "doivent faire confiance à leurs forces armées et à celles de la police qui risquent leur vie dans les montagnes (...) et qui prennent directement en charge la lutte (contre le terrorisme)".

Dans une autre partie de son discours il fit allusion à l'Institut péruvien d'assurance sociale (IPSS). Ce dernier est un organisme d'Etat dont les fonds proviennent de l'argent des travailleurs et des employeurs et qui est chargé de fournir des soins médicaux et de payer les retraites des travailleurs. La corruption existant en son sein, a entraîné la crise de cet organisme. Les employeurs ne versent pas l'argent qu'ils devraient donner selon les termes de la loi, et le peu d'argent qu'il y a part dans les malversations des gestionnaires qui appartiennent au parti gouvernemental. A de très nombreuses reprises, tant les travailleurs assurés que les propres employés de l'IPSS ont dénoncé ces prévarications, en pure perte.

Malheureusement, le seul remède envisagé pour remédier à ces maux sera la... privatisation progressive de ce service. Ce transfert au secteur privé s'étendra à d'autres entreprises publiques, exsangues financièrement de par la corruption de l'APRA, à l'image de l'IPSS.

Nous comprenons donc pourquoi les patrons du privé avaient de nombreuses raisons d'être contents.

Assassinat d'un avocat

Osman Morote, considéré comme le principal dirigeant de Sentier Lumineux (5), après Abimael Guzman, "le président Gonzalo", fut capturé voilà quelques semaines.

Cinq procès ont été intentés contre lui. Dans l'un d'eux, le tribunal n'a pu prouver sa culpabilité et il fut acquitté. Bien entendu, il demeure prisonnier.

Mais cet acquittement a été suffisant pour l'extrême-droite. Criant au scandale,

elle a accusé le tribunal de lâcheté disant que les sendéristes pouvaient agir en toute impunité. Le président de la République a joint sa voix au chœur de la droite, et c'est en partie pour cette raison qu'une importante partie de son discours était consacrée à la répression.

L'avocat de Morote, Manuel Febres, était un professeur très connu qui a également fait partie de l'équipe d'avocats qui défendirent la partie civile lors du massacre de 8 journalistes à Uchuraccay sous le gouvernement de Belaunde Terry (6).

Les escadrons de la mort

Cet avocat fut assassiné quelques heures avant le discours présidentiel. Il sortit de chez lui et quelques heures plus tard, on retrouva son cadavre dans une rue à faible trafic. Le cadavre portait des traces de tortures.

Plus tard, parvint aux journaux et aux radios, un communiqué du "Commando démocratique Rodrigo Franco", revendiquant le crime.

Rodrigo Franco était un fonctionnaire de l'APRA tué par Sentier lumineux voilà quelques mois.

Il semble donc que l'extrême-droite péruvienne ou des secteurs de l'APRA, aient commencé à recourir aux méthodes des escadrons de la mort que l'on vit à l'œuvre en Argentine et en Amérique centrale. Il est probable que ce groupe soit composé de policiers dirigés par des officiers agissant en marge de la légalité mais qui n'en sont pas pour autant abandonnés par l'appareil officiel.

Dans leur communiqué, ils disent qu'ils ont décidé d'agir car ils sont "las de l'incapacité du gouvernement et de l'indécision des forces de l'ordre", ajoutant que "pour chaque maire, soldat, policier assassiné, mourra un dirigeant de Sentier lumineux ou des groupes qui le protègent ou l'appuient."

Nous savons déjà que dans le langage de l'extrême-droite, cela signifie la gauche en général. Il revient aux mobilisations populaires dans le pays et à la solidarité internationale d'agir pour que le Pérou ne devienne pas l'Argentine du temps des militaires. ■

Lima, août 1988

3) *Latin American Weekly Report*, 14 juillet 1988

4) Mario Vargas Llosa qui a dirigé toute la campagne de la droite contre la nationalisation au nom de la "liberté contre le totalitarisme", a annoncé qu'il pourrait être candidat aux prochaines élections présidentielles qui devraient avoir lieu en 1990.

5) Apparu en mai 1980 dans la province andine d'Ayacucho, ce mouvement de guérilla s'est rapidement développé et étendu au reste du Pérou. Sur les origines et l'évolution de cette organisation, se reporter à *Inprecor* numéro 144 du 28 février 1983 et numéro 229 du 3 novembre 1986.

6) Le 26 janvier 1983, 8 journalistes étaient assassinés par les forces spéciales de répression, les *sinchis*, dans le département d'Ayacucho. L'impact international de l'événement obligea le gouvernement à mettre sur pied une commission d'enquête présidée par Vargas Llosa qui trouva ici sa première grande occasion de jouer un rôle politique des moins glorieux en essayant de dédouaner les militaires et de faire porter la responsabilité du massacre sur Sentier lumineux.

Travail des femmes

IL NE S'AGIT PAS ICI (1) de faire une description de la situation du travail des femmes en Espagne mais plutôt d'analyser et de souligner les facteurs et les traits fondamentaux de cette situation, par delà le détail des statistiques même si nous y ferons référence chaque fois qu'il est nécessaire.

Car en effet, la simple description de la situation présente, ou même de l'évolution récente de la participation des femmes au monde du travail, ne mettrait pas en lumière les processus et les éléments complexes, y compris contradictoires, qui déterminent cette situation.

José Ignacio CASAS

LE PREMIER ELEMENT à détacher c'est la tendance, vieille d'un siècle, à l'intégration de la population féminine au marché du travail salarié. C'est-à-dire aux "emplois", socialement reconnus comme tels (2). Car à côté de ce marché, les femmes ont été présentes - et continuent de l'être encore - sur d'autres marchés du travail qui se caractérisent (en termes économiques) par leur "imperfection". Il s'agit de secteurs d'activité laborieuse où les structures de type institutionnel, social, et familial, déterminent le régime de cette prestation de travail, les modalités possibles, voire la possibilité même que ce travail se réalise ou pas.

Les cas les plus typiques sont l'aide familiale, le service domestique des employées de maison, etc. Il faut ici inclure une grande partie du travail à domicile, que la main-d'œuvre féminine répertoriée sous ce terme travaille au foyer ou n'effectue tout simplement aucun autre travail rémunéré.

De nombreuses femmes qui, dans les enquêtes sur la population active, figurent comme patrons sans salariés du secteur agricole, c'est-à-dire des paysannes qui travaillent sur la petite exploitation familiale, mais dont le pouvoir de décision sur celle-ci est limité, se trouvent dans la même situation.

L'évolution de la présence de la main-d'œuvre féminine dans ce type de marché du travail "imparfait" est difficile à retracer. Pendant les années 50, 60 et au début des années 70, la tendance était celle d'une réduction plus ou moins accélérée de ces marchés. Mais la crise économique et la restructuration industrielle ultérieure ont favorisé l'apparition de zones d'économie souterraine et de travail précaire qui, en partie, coïncident avec ces marchés du travail.

Cela a retardé leur disparition et a même inversé la tendance. En revanche, le

processus de baisse continue de la population active féminine se poursuit dans les secteurs agricoles non-salariés, phénomène lié au vieillissement de cette population.

Pour ce qui est du marché du travail salarié, il faudrait plus justement parler de l'intégration qui s'est produite dans les dernières décennies comme d'une seconde intégration. En effet, la présence des femmes dans le travail salarié a été traditionnelle dans certains secteurs industriels (textile, alimentation, etc.) et des services. La "nouveau" dans cette seconde intégration, c'est que nous avons affaire à une main-d'œuvre plus qualifiée ayant eu une scolarité notablement plus longue. Les secteurs où elle a été intégrée furent ceux qui connurent l'expansion la plus importante pendant ces années-là : les services, notamment ceux du secteur public (administration publique, éducation, santé, etc.). Cette main-d'œuvre s'est donc intégrée dans les "trous" existants sur le marché du travail, trait typique de tous les processus d'insertion des femmes dans le milieu du travail.

Composition de la population féminine active

Dans l'ensemble, une transformation de la composition de la population féminine active s'est produite et continue de se produire. D'autres sociologues ont essayé d'estimer le poids respectif de chacune de ses composantes.

Il existe une première catégorie de femmes, d'un âge relativement élevé qui travaillent, dans la majeure partie des cas, comme aides familiales ou bien, de façon secondaire, comme travailleuses indépendantes se concentrant principalement dans l'agriculture, le commerce et l'hôtellerie. Cela représenterait autour de 25 à 30% de la population active féminine.

La deuxième catégorie est constituée de jeunes travailleuses, ayant une faible

qualification professionnelle et qui occupent les postes de travail peu qualifiés dans les services ou les secteurs industriels localisés (textile, confection). Près de 50 à 60% des femmes ayant un emploi sont dans cette situation.

Enfin, nous trouvons des travailleuses possédant un niveau professionnel moyen ou semi-élevé, d'un âge intermédiaire à celui des groupes socio-professionnels précédemment cités et qui travaillent comme salariées dans les services (éducation et santé), surtout dans le secteur public. C'est ce groupe, qui a connu la croissance la plus forte, tant en termes absolus que relatifs, même s'il reste clairement minoritaire et confiné dans des emplois bien déterminés. Il est néanmoins, le groupe qui bénéficie de la plus grande "visibilité sociale".

Cette disparité des situations, cette segmentation, pourrions-nous dire - réapparaît également lorsqu'on analyse la répartition territoriale de la main-d'œuvre féminine. Ainsi, par exemple, en Galice selon des chiffres de 1985, le taux d'activité féminine est de 41% avec un chômage de 11,5%, et un pourcentage de 28,3% de femmes salariées. 60,3% des femmes travaillent dans l'agriculture. En Andalousie, le taux d'activité féminine est en revanche de 21,3%, avec un chômage de 29,9% et 71,8% de salariées. 78,8% des femmes ayant un emploi sont dans les services.

Un problème commun : le sexisme

Il est donc impossible de parler d'une population active féminine homogène ou ayant des problèmes communs, à l'exception de la ségrégation sexiste qui existe partout quelle que soit la disparité des situations. Nous pouvons donc conclure que la pression des femmes pour trouver une place dans le monde du travail rencontre des résistances qui les obligent à occuper les "trous" ou les "interstices" qui se présentent.

Ces "trous" existent dans les secteurs de travail précaire et/ou progressivement abandonnés par la force de travail masculine ou, enfin, dans les premières phases d'apparition de certains emplois nouveaux (par exemple, les perforatrices au début de l'informatique dans les années 40).

Autre élément qui joue un rôle extrêmement important dans l'éventail des situations des femmes au travail dans notre pays, c'est le chômage. La crise économique a brisé, au milieu des années 70, la croissance progressive du taux d'activité

1) Ce texte fait partie d'un article tiré d'une revue espagnole, *Sociologie du travail*, numéro 3, éditée par Siglo XXI. Les conclusions de cet article intitulé "Caractéristiques du travail des femmes", ont été publiées dans le journal *Combate*, organe de la LCR espagnole dans son numéro du 30 juin 1988.

2) L'auteur distingue deux conceptions du terme travail : "la production et la transformation des biens, services ou symboles" et "une position sociale, juridique ou économiquement reconnue comme emploi".

Ainsi, le travail domestique est bien évidemment un travail, mais il ne jouit d'aucune reconnaissance sociale comme "emploi". Ici, le mot emploi s'utilise au sens reconnu socialement.

féminine. De cette façon, le taux officiel de chômage dans les années qui ont suivi, a été en deçà du nombre réel de chômeuses, car un contingent important de ces dernières figure sur les statistiques officielles comme "non-actives", et non comme chômeuses.

Ce "chômage inanimé" concernait déjà, voilà maintenant sept ans, plus d'un demi million de personnes. La raison pour laquelle ce "chômage inanimé" est composé quasi exclusivement de femmes, est à chercher, avant tout, dans les rôles sociaux dévolus respectivement aux hommes et aux femmes. En effet, alors que l'alternative pour un homme est d'être au travail ou au chômage, pour les femmes, une troisième possibilité existe, celle d'être "femme au foyer".

Socialement, cette troisième forme d'occupation est intégrée avant la situation de chômeuse, et ce, surtout pour les femmes mariées. De plus, le fait qu'un pourcentage important de femmes qui ont un emploi rémunéré l'exerce sur un marché du travail "captif" ou "imparfait", entraîne une oscillation de leur situation entre celle de travailleuse et celle de femme au foyer sans passer par la position "intermédiaire" de chômeuses.

Des barrières plus élevées

Finalement, la sélection exercée sur la main-d'œuvre potentielle est un autre effet fondamental du chômage sur les attentes des femmes en matière d'emploi. Les barrières à franchir pour accéder à un poste de travail sont beaucoup plus élevées que pour un homme, notamment dans la population jeune où se concentre la majorité de la population féminine active. De ce fait, l'investissement dans l'éducation et dans le travail qui est demandé aux femmes est bien plus grand et le profil moyen de la femme travailleuse se différencie chaque fois davantage des paramètres moyens de la population féminine totale prise dans son ensemble.

Les conséquences de tout ce que nous venons d'énoncer ne sont pas faciles à décrire, d'autant que les transformations du marché du travail sont loin d'être achevées.

Il est un phénomène récent et intéressant à souligner, c'est l'explosion, en période d'amélioration de la situation économique comme cela s'est produit depuis 1986, des chiffres de l'emploi et surtout, du chômage féminin. Il faut en chercher la raison dans l'apparition au grand jour, dans ces périodes-là, d'une partie de ce "chômage inanimé" auquel nous avons fait référence.

Mais l'analyse des effets à long terme sur la place des femmes au sein de la société en général, reste encore à aborder. ■

Sociologie du travail, 1988

MOYEN-ORIENT

Répression sans frontières



UN DES LEITMOTIVES de la gauche radicale en Israël, depuis 1967, était que l'occupation israélienne de la Cisjordanie ne pouvait se perpétuer sans miner la fameuse "démocratie" israélienne dont seuls les citoyens juifs de l'Etat pouvaient jouir pleinement. L'accession au pouvoir en 1977, du Likoud, bloc de la droite sioniste, constitua une étape importante de cette corrosion.

En 1987, un seuil qualitatif était franchi avec l'inculpation de notre camarade Michel Warshawsky, faussement accusé de collaborer avec le FPLP de Georges Habache, ainsi que celle de quatre autres militants israéliens (deux membres du Mapam, gauche sioniste, et deux membres du PC israélien) ayant rencontré des représentants de l'OLP en Roumanie.

Le déclenchement du soulèvement palestinien en Cisjordanie et à Gaza, à partir de 1987, ne pouvait que hâter et accentuer cette dégradation inexorable. En mars dernier, Mordechai Vanunu est condamné à 18 ans de prison ferme pour avoir divulgué des secrets de Polichinelle au sujet de l'arsenal nucléaire israélien ; en mai, deux militantes du groupe "Derech Hanitzotz" sont arrêtées, soumises à une intense torture psychologique, puis accusées d'appartenance au FDLP de Nayef Hawatmeh, avant d'être rejointes par d'autres militants de leur groupe ; en juin, les quatre inculpés pour contact avec l'OLP sont condamnés à six mois de prison ferme, ce qui laisse présager des verdicts encore plus sévères pour les inculpés des autres procès.

Si la répression sioniste n'hésite plus à franchir la ligne rouge de la ségrégation "raciale", il va sans dire qu'elle ne fait pas grand cas de la "ligne verte" séparant les territoires occupés en 1967 de ceux sur lesquels s'est établi l'Etat d'Israël en 1948, lorsqu'il s'agit de réprimer des militants arabes.

Depuis le début du soulèvement, des mesures répressives et brimades en tous genres sont exercées de manière croissante à l'égard des Palestiniens détenteurs de la citoyenneté israélienne. La cible principale de cette répression accrue est le Mouvement "Abna Al-Balad" (littéralement : les Fils du pays), le plus radical des courants politiques implantés au sein de la minorité arabe de l'Etat d'Israël.

Nous reproduisons ci-dessous un communiqué du Mouvement décrivant, en date du 26 juin, le harcèlement policier dont il est l'objet. Depuis, la campagne contre Abna Al-Balad a connu une nouvelle escalade avec la publication, le 11 juillet, à la "une" du quotidien israélien de grande diffusion, *Yediot Ahronot*, d'un article accusant le Mouvement d'être à l'origine des incendies qui se sont multipliés cet été en-deçà de la "ligne verte" et d'être lié à la direction du soulèvement en Cisjordanie et à Gaza, ainsi qu'au FPLP de Georges Habache.

En réaction à cette campagne laissant présager une attaque frontale contre le Mouvement qui pourrait aller jusqu'à sa dissolution, un meeting de solidarité a eu lieu, le 16 juillet, à Nazareth avec la participation de plusieurs organisations anti-sionistes, dont la LCR, section de la Quatrième Internationale dans l'Etat d'Israël. S.J.

Halte à la détention administrative de nos militants !

D EPUIS LE DEBUT de l'insurrection populaire dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza en décembre 1987, et parallèlement à la répression barbare que font régner les autorités militaires sur l'ensemble de la population palestinienne de ces régions, nous avons connu une aggravation de la répression contre les Arabes palestiniens qui sont citoyens israéliens, et contre tous ceux qui s'opposent à l'occupation.

Six détenus administratifs à l'intérieur de la "ligne verte"

Le 25 décembre 1987, des ordres de détention administrative ont été délivrés contre deux de nos membres : Raja Agbariya, éditeur de l'hebdomadaire *El-Raya*, publié à Nazareth, et Raslan Mahajne, tous les deux de Um El-Fahem. Ce sont les premiers ordres de cette nature qui aient été délivrés dans le cadre de la "Loi d'exception (détentions)" de 1979 à l'intérieur de la "ligne verte". La période de détention prévue était de 3 mois et 7 jours, jusqu'au 1er avril 1988. Le 24 janvier 1988, un autre de nos membres Kadry Abu-Wasal du village d'Ara fut arrêté, avec un ordre similaire, lui aussi jusqu'au 1er avril 1988.

A la date du 17 mars 1988 un autre membre de notre mouvement, Hashem Hamdan de Reine fut emprisonné. En avril, Hassan Jabarin du Mouvement "Al Anssar" de Um El-Fahem fut arrêté. Le 1er juin 1988 ce fut le tour de Mohammed Bursal, membre du Comité national de notre mouvement. Ces trois prisonniers seront détenus pendant six mois chacun, la plus longue période autorisée par la loi.

Les trois premiers ordres de détention ont été une réponse de la part des autorités israéliennes à la grève générale de la population arabe du 21 décembre 1987, grève organisée pour protester contre le massacre quotidien et la brutalité à l'encontre de nos frères et sœurs de Cisjordanie et de Gaza occupées. Les trois mois et demi de durée de la détention était prévu pour empêcher notre mouvement d'organiser des actes de protestation, notamment le jour de la Terre, le 30 mars. Cependant, cela ne suffit pas à prévenir une nouvelle grève générale des masses arabes.

Mais la vague d'arrestations actuelles ne peut être "justifiée" comme un acte de prévention par rapport à une quelconque date, il est clair qu'il s'agit de représailles

contre des activités politiques normales. Après que le tribunal du District et la haute Cour aient rejeté l'appel contre les premières arrestations et comme il n'y a pas eu de large protestation démocratique contre l'utilisation de telles mesures, il semble que la détention administrative commence à devenir une routine, de la même façon que les mandats d'arrêt ont déjà été utilisés en ville.

La détention administrative est une détention sans accusation ni procès

La Loi sur les pouvoirs d'exception autorise la détention de quiconque pour une période pouvant atteindre six mois, sans que le prisonnier ait connaissance des accusations portées contre lui, ni aucune occasion de les réfuter ou de les contredire. L'ordre est signé par le ministre de la Défense, mais en fait la décision est prise par les services de sécurité (Shin Bet).

Après sa mise à exécution, la détention doit être contrôlée par le tribunal du District, mais là encore le prisonnier n'a aucune possibilité de se défendre : les accusations et les preuves qui les étayent sont présentées à la cour comme documents secrets, et ni le détenu ni ses avocats ne sont autorisés à prendre connaissance de leur contenu. On peut supposer que le gros de ce matériel est constitué de déclarations des officiers du Shin Bet, "celui qu'on appelle 'Yony'", "celui qu'on appelle 'Abu-Sharif'", etc., qui déclarent derrière des portes closes qu'ils possèdent des informations de sources qu'ils ne sont pas censés révéler, et que leur informateur "A" ou "B" a juré que le détenu a dit ou fait telle chose. Les tribunaux, sans aucune exception, choisissent de croire de tels témoignages, tout comme ils ont cru les officiers du Shin Bet qui, pendant 16 ans, leur ont juré qu'ils ne torturaient pas les prisonniers, témoignages qui ont été officiellement dénoncés comme parjures par le rapport de la Commission Landau.

Conditions de détention

Les conditions dans les prisons israéliennes sont dures, pour les prisonniers administratifs comme pour la plupart des autres détenus. Ils souffrent de conditions d'hygiène misérables, d'une nourriture monotone de peu de valeur nutritive et du manque de la possibilité d'étudier. Les règlements qui autorisent les prisonniers administratifs à avoir accès aux livres et aux journaux sont violés par les autorités pénitenciaires. Ces mauvaises conditions doivent être considérées comme extrêmement sévères étant donné que les prisonniers en question n'ont été accusés de rien et ne sont pas punis pour avoir fait quoi que ce soit. Hashem Hamdan est maintenu, depuis le début de son emprisonnement, en isolement complet à la prison de Shata, dans une cellule de seulement deux mètres carrés. Il n'est autorisé à sortir que pendant deux heures par jour et durant ce temps-là, il reste isolé.

On autorise quelques-uns des prisonniers administratifs, contrairement à d'autres détenus et prisonniers, à recevoir des visites uniquement de leur famille. Parfois, les autorités rendent même plus difficiles les visites pour la famille : Muhammad Bursal de Lod est détenu au centre de détention de Jelamy et non à la prison de Ramle qui est près de la maison de sa mère âgée. Il faut trois autobus et de nombreuses heures pour s'y rendre.

Depuis le début de l'insurrection populaire en Cisjordanie et à Gaza en décembre 1987, notre mouvement a joué un rôle important dans toutes les luttes démocratiques contre l'occupation y compris dans les deux grèves générales de la population arabe, dans la campagne de collecte de nourriture et de médicaments, et dans l'organisation des manifestations, des meetings de masse et des piquets de grève dans tout le pays.

Nos militants sont très souvent arrêtés pour des "interrogatoires", au cours desquels la police et les officiers du Shin Bet essayent de les intimider et de faire pression sur nous pour que nous cessions nos activités politiques légales et publiques. Dans de nombreux cas, celui qui interroge utilise la torture pour essayer d'extorquer des confessions sur divers méfaits.

Depuis 1980, les principaux militants de notre mouvement ont été victimes d'ordres d'arrestation, en ville, qui entraînent la résidence surveillée à domicile pendant la soirée et la nuit.

Il semble que la détention administrative soit devenue l'arme préférée du gouvernement, dans sa volonté de nous dénier les droits d'expression et de lutte par des moyens démocratiques. L'utilisation des lois d'exception, la détention sur mandat, sans procès, le secret de l'accusation et des preuves, tout cela est la réponse des autorités au caractère politique légitime de notre lutte.

Appel à l'unité de toutes les forces démocratiques dans la lutte contre la détention administrative

L'expérience prouve que le déni des droits démocratiques ne connaît pas de frontières. De la même façon que la détention administrative a été récemment étendue des territoires occupés en 67 jusqu'à nous inclure, ces mesures pourront être utilisées contre quiconque s'opposera à l'occupation et contre tous ceux qui essaieront de défendre les droits démocratiques.

Pour affronter ce danger, un large front devra être établi, sans délai, afin d'organiser la lutte pour la libération immédiate de tous les prisonniers administratifs. Le gouvernement doit refuser aux autorités le droit d'opérer de telles arrestations. Unissons-nous pour l'abolition des lois d'exception anti-démocratiques et pour la libération immédiate de tous les prisonniers administratifs !

Le 26 juin 1988.

Les fruits amers du socialisme de marché

LA CONFERENCE NATIONALE du Parti socialiste ouvrier de Hongrie (PSOH) (le parti communiste) qui s'est réunie du 20 au 22 mai dernier à Budapest, pour la première fois depuis 1957, a élu Karoly Grosz secrétaire général du parti à la place de Janos Kadar au pouvoir depuis l'écrasement de l'insurrection de Budapest en 1956.

Le premier voyage à l'étranger du nouveau secrétaire général, le 4 juillet, fut pour rencontrer Mikhaïl Gorbatchev à Moscou, où les deux hommes soulignèrent leurs accords et convergences en matière de réformes politiques et économiques.

Ce soutien du "Grand frère", Karoly Grosz en a bien besoin. La Hongrie traverse une crise économique grave dont les conséquences sociales commencent à prendre un tour dramatique, et le PSOH doit faire face à une contestation politique qui s'intensifie, et traverse ses propres rangs.

Robert MISIK

LES RACINES de cette crise économique sont à chercher d'une part, dans les structures créées lors de la période stalinienne et, d'autre part, dans l'échec des tentatives de réforme de ces vingt dernières années. Aujourd'hui, cela se traduit par une inefficacité flagrante, une intégration étroite au marché capitaliste mondial qui va de pair avec une dette extérieure massive et la disparition des espoirs placés dans des exploits au niveau de la compétitivité.

"Les nouveaux mécanismes économiques"

La politique économique du régime, à la fin de la période Kadar, reposait fondamentalement sur les conditions créées dans les années 60, en particulier sur le "Nouveau mécanisme économique" entré en application au 1er janvier 1968. Il est intéressant de noter que ces mesures annonçaient plusieurs aspects de la "révolution" de Gorbatchev en URSS :

- chaque entreprise était supposée fonctionner indépendamment, en fonction du marché et ne recevait plus de directives sur la clientèle potentielle ni sur les prix ;
- les institutions et les instruments de contrôle étaient limités et les objectifs impératifs supprimés ;
- la distribution des ressources et des biens d'équipement était transférée des autorités centrales aux organisations syndicales ;
- la recherche du profit et le rendement étaient guidés par un système de prix unique.

- la recherche du profit et le rendement étaient guidés par un système de prix unique.

- la recherche du profit et le rendement étaient guidés par un système de prix unique.

A tout cela s'ajoutait la possibilité de créer désormais des entreprises privées ou

des coopératives. Cette politique de réformes se heurta rapidement à ses propres limites, au principe brejnévien du "pas d'expériences", et finit par partir en fumée dès 1972. Ironie de l'histoire, l'un des opposants d'alors à ces réformes n'était autre que ... Karoly Grosz. Le "père des réformes", Reszö Nyers quittait le bureau politique en 1973. 14 ans après, le congrès qui a élu Grosz secrétaire général du Parti, a permis à Nyers de retrouver sa place au Bureau politique.

La relative prospérité des années 70 était davantage le résultat de l'endettement que d'un accroissement des forces productives du pays : "Le pays a atteint des taux de croissance assez exceptionnels par rapport aux normes internationales, aux dépens de l'agriculture dans les années 50; aux dépens de l'infrastructure dans les années 60 et par l'endettement dans les années 70." (*Magyar Nemzet*, 9 mai 1987)

C'était la conséquence de la détérioration des termes de l'échange essentiellement due à la hausse spectaculaire du prix de certaines matières premières (la crise du pétrole). Facteur aggravant, l'URSS, principal fournisseur du Comecon, a alors créé une pénurie croissante de matières premières. Afin d'augmenter ses précieuses rentrées en devises étrangères, l'Union soviétique commençait à limiter de plus en plus ses fournitures de pétrole à des tarifs préférentiels. Elle augmentait ses ventes de pétrole aux prix (très élevés) du marché mondial... obligeant de ce fait les pays du Comecon à acheter du pétrole au prix fort, dans les pays du Moyen-Orient.

Les échanges avec les pays capitalistes se sont alors détériorés de 23,6 % entre 1973 et 1979, tandis qu'avec les

pays du Comecon pris dans leur ensemble, ils se détérioraient de 17,2 %. Avec l'URSS, la Hongrie a accumulé un déficit de 1,1 milliard de dollars en 1980. A l'instar de ce qui se produisit dans les pays du Tiers-monde, la direction de l'Etat et du parti misait sur les crédits pour développer les forces productives en espérant que les futures rentrées venant des exportations allaient permettre de rembourser la dette.

Ce calcul s'est effondré non seulement à cause de la crise structurelle du capitalisme qui s'est aggravée et a réduit les débouchés pour les exportations, mais aussi par le gaspillage des crédits obtenus. Dans cette structure économique à peine transformée, la masse des investissements est allée à l'industrie lourde, à la production de matières premières et aux gros équipements. Les crédits en dollars ont financé des structures de production et de consommation obsolètes et non pas la technologie moderne.

L'économie hongroise en chute libre

Depuis la fin des années 70 et le début des années 80, la crise du "modèle hongrois", qu'on appelait ironiquement "le socialisme du goulash !", s'est approfondie. Le gouvernement a appliqué une cure d'austérité qui a réduit les investissements de moitié de 1978 à 1980 et le niveau de vie de la population a chuté drastiquement. Le pays a glissé de plus en plus vers l'insolvabilité.

En 1982, la Hongrie était le second pays du Comecon à rejoindre le Fonds monétaire international (FMI). Elle adoptait alors un de ces célèbres plans de redressement dont le but était de réduire la demande dans tous les secteurs de l'économie par des impôts restrictifs, une politique des salaires et des taux d'intérêts, tout cela en comprimant davantage les investissements de l'Etat. Parallèlement, il y a eu une "troisième vague de réformes" entraînant une autre série de mesures :

- la réforme des prix était instituée pour laisser agir les prix du marché mondial sur l'économie ;

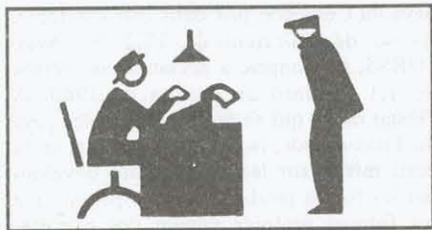
- l'initiative privée et les petites entreprises étaient encouragées et leur autonomie de décision élargie ;

- le système bancaire devait être réformé et tout cela devait être accompli pour 1985.

Par deux fois, en 1980 et 1983, le revenu national fut inférieur à celui des années précédentes. Et pourtant, il s'agissait d'une période où tous les pays du Comecon (à l'exception de la Pologne en 1980/1981) avaient encore un taux de croissance positif.

L'adoption d'une nouvelle loi en 1986 autorisait la fermeture des entreprises et introduisait une allocation de chômage. En attendant,





le poids de la dette s'alourdissait. En septembre 1987, elle s'élevait à 16 milliards de dollars. Et les dernières estimations (mai 1988) la portent déjà à 17 milliards de dollars.

Au premier janvier dernier, furent introduites deux nouvelles mesures d'austérité : un impôt personnel sur le revenu et une taxe sur la valeur ajoutée, impôt indirect sur la consommation. Toutes les estimations prévoient une inflation pour 1988 oscillant entre 15 et 20%. Et les Hongrois n'ont pas fini de se serrer la ceinture.

Au mois de mai, la Hongrie a négocié avec le FMI le rééchelonnement de sa dette et l'octroi d'un nouveau crédit *stand-by* d'un montant de 350 millions de dollars pour honorer ses échéances. Le FMI a accédé à la demande hongroise mais en contrepartie, a exigé la mise en œuvre d'un nouveau plan d'austérité. Et dès le mois de juillet, le nouveau Comité central a discuté de ce dernier. Pour la première fois - *glasnost* oblige - la presse a largement débattu des positions en présence : deux projets étaient présentés, l'un dur, l'autre modéré. C'est le premier qui a été adopté. Entre autres choses, il prévoit une hausse des prix de 15% et quelque 100 000 chômeurs (soit 2% de la population active) pour l'année 1989. Les premières conséquences de ce cours économique ne se sont pas fait attendre puisque dès le 19 juillet, le forint connaissait une première dévaluation de 6%, d'autres devant suivre ; les taux d'intérêts des crédits permettant aux particuliers d'acquérir un appartement étaient portés à 15% et la durée de ces prêts réduite de 5 ans.

Une situation sociale alarmante

Toutefois, la décision finale sur l'adoption ou pas de ce plan très sévère ne sera prise qu'en octobre. Les retombées sociales de cette cure d'austérité ne vont pas sans inquiéter la direction du PSOH.

Aujourd'hui, après des années de silence, le voile se lève peu à peu sur la situation de misère - le mot n'est pas trop fort - que connaît une partie importante de la population hongroise.

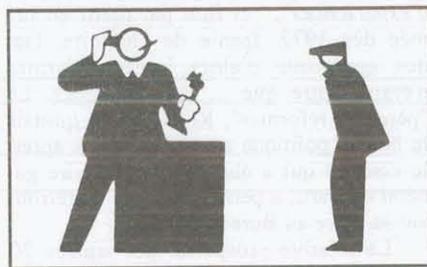
Selon des enquêtes récentes effectuées par l'Office central des statistiques, entre 1,5 et 3 millions de Hongrois peuvent être considérés comme "socialement pauvres", pour reprendre la terminologie officielle. Ce sont les chômeurs, les sans-logis et les gens ayant de "faibles revenus" ainsi qu'il est dit pudiquement. Entre 40 et 50% des retraités, près de la moitié des familles de 2 enfants, entre 70 et 90% des familles de 3 enfants et plus, sont officiellement dans ce cas.

Ce même organisme a récemment révéilé que 24% de la population (la Hongrie compte un peu plus de 10 millions d'habitants) a un revenu inférieur au minimum social mensuel qui était de 4 000 forints en 1987.

Des sociologues (toujours officiels) dressent un tableau encore plus sombre. Le nombre des pauvres, soulignent-ils, s'est accru de 10% par an en moyenne entre 1982 et 1986 et, ajoutent-ils, 2 millions de personnes sont à la lisière de ce seuil de pauvreté. (*Stafeta*, novembre 1987).

Peu de familles hongroises sont à même de boucler les fins de mois avec le salaire des deux parents. Et, sur 5 millions de salariés, 4 millions ont un second emploi. La journée de travail s'allonge vers les 12-14 heures. La santé et la vie familiale sont sérieusement affectées. La crise dans les relations humaines et les problèmes psychologiques et sociaux commencent à devenir de véritables fléaux...

L'un d'entre eux, et non le moindre, touche la jeunesse. Subissant les coupes sombres du budget de l'éducation (baisse des dépenses de l'Etat oblige), premiers touchés par le développement du chômage et la difficulté à trouver un logement, c'est peu dire que les jeunes vivent mal. Ce double emploi que nous mentionnions plus haut se répercute directement sur les



relations parents/enfants. Selon une étude de 1987, les mères de famille ne pouvaient consacrer que 20 minutes par jour à leurs enfants. Ce temps baisse à 10 minutes pour les pères.

La délinquance juvénile prend aujourd'hui des proportions alarmantes. Longtemps ignorée elle aussi par les autorités, comme tous les phénomènes "négatifs" qui, par définition, sont une incongruité dans une société "socialiste", ses manifestations brutales dans les derniers temps ont obligé les instances officielles à commencer à prendre conscience du problème. Du petit vandalisme, les *skinheads* sont désormais passés aux agressions contre les Tziganes et les étudiants étrangers en provenance du Tiers-monde.

Les Tziganes, qui représentent environ 3,7% de la population et sont particulièrement défavorisés, craignent que les difficultés économiques que vit la population ne fassent de leur groupe un bouc émissaire idéal.

En juin dernier, la revue *Kritika* consacrait un long reportage à ce phénomène des *skinheads*. Dans une interview, l'un de ceux-ci déclarait : "En Hongrie, les

Hongrois doivent avoir la première place. Ils doivent avoir les emplois, la majorité des étudiants dans les universités doivent être Hongrois, autrement dit, les Hongrois doivent avoir partout la première place. Donc notre problème numéro un, ce n'est pas de résoudre la question Tzigane, alors même que la question hongroise n'est pas encore résolue".

Longtemps considérée comme marginale, le pouvoir s'est peu inquiété de cette évolution. Aujourd'hui, psychologues et sociologues tirent la sonnette d'alarme. A l'instar du Conseil des Tziganes, ils craignent eux aussi que la détérioration des conditions de vie de l'ensemble de la population ne crée un terreau favorable à ce type d'idéologie.

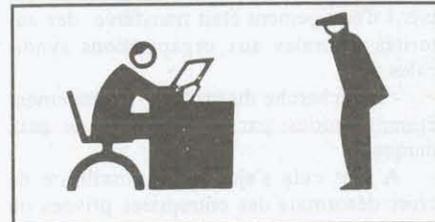
Vers plus de démocratie ?

Mais les problèmes auxquels doit faire face le PSOH ne sont pas purement économiques. La contestation s'est accrue en 1987, plus particulièrement dans les milieux intellectuels au sens large (presse, enseignants, chercheurs, etc). Ils remettent en cause la censure, le secret des discussions, demandent que le débat soit ouvert sur les questions politiques et économiques, que les gens puissent s'organiser de façon indépendante.

Cette remise en cause et ces exigences trouvent un écho non négligeable au sein même du Parti. Ainsi, lors de la conférence nationale du Parti communiste, les dirigeants de la Ligue des jeunes communistes (KISZ) dont, il est vrai, les effectifs ont fondu ces dernières années comme neige au soleil, ont demandé la reconnaissance des groupes informels de jeunes et le droit à la formation de syndicats indépendants. Ces deux points sont particulièrement sensibles puisque voilà peu, s'est créée la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) qui veut briser le monopole des jeunes communistes et, en mai dernier, s'est constitué le Syndicat démocratique des travailleurs académiques et scientifiques (TDDSZ) qui regroupe environ un millier d'universitaires, professeurs, assistants, chercheurs, etc.

La direction du Parti est divisée quant à la manière d'appréhender ces organisations indépendantes. Jusqu'à présent, elle a toléré, voire encouragé, dans certains cas, dans d'autres, elle a réprimé.

Ainsi, en septembre 1987, 150 intellectuels hongrois fondaient le Forum démocratique. Assistait à cette réunion Imre Pozgay, secrétaire général du Front populaire patriotique (FPP), membre du Comité central, entré au Bureau politique en mai dernier, nommé ministre d'Etat en juin. Pozgay, considéré comme le chef de file des réformateurs, devait prendre la parole



à plusieurs reprises lors de cette première réunion du Forum.

Tolérance encore lors de la manifestation appelée par le Forum et d'autres organisations indépendantes, le 27 juin dernier, pour protester contre la politique de la Roumanie envers la minorité hongroise de Transylvanie, et qui réunit 50 000 personnes.

Réaction "modérée" à l'annonce de la création du TDDSZ, un membre du Comité central a souligné que le nouveau syndicat pouvait être toléré s'il ne s'organisait pas à l'échelle nationale et s'il ne faisait "pas de politique".

Par contre, en juin toujours, répression brutale de la manifestation organisée pour le 30e anniversaire de l'exécution d'Imre Nagy, Président du conseil pendant l'Octobre hongrois de 1956. Karoly Grosz, interrogé par l'hebdomadaire américain *Newsweek* (17 juillet) qualifiait cette manifestation "d'incitation à la propagande fasciste, au chauvinisme, à l'irréductibilité". Le PSOH a décidé de créer une commission chargée... de faire la lumière sur la mort de Nagy, présidée par Pozsgay.

Un avertissement au pouvoir

La grève des mineurs qui a éclaté le 23 août dernier est un avertissement. Les ouvriers ont arrêté le travail pour protester contre la réduction des salaires qu'ils subissent avec l'introduction du nouvel impôt en janvier dernier et contre les menaces de licenciements qui pèsent sur eux, cette branche de l'économie devant être "restructurée". Aussitôt, les autorités ont promis de revoir le système de bonus mis en cause par les grévistes et ont donné l'assurance qu'il n'y aurait aucun licenciement. La grève a cessé.

Le pouvoir s'est engagé à discuter du droit d'association et de réunion, de la liberté de la presse, et du droit de grève ce dernier dans le cadre de la loi en préparation sur les syndicats.

Il ne fait pas de doute qu'une partie de l'appareil pense qu'il sera impossible de faire passer des mesures économiques, par définition impopulaires, sans avoir l'appui d'une partie de la société, ce qui est impensable sans une libéralisation politique relativement conséquente, une levée de boucliers généralisée étant la pire des hypothèses.

Comme le souligne un membre de l'Académie politique du PSOH, Lazslo Baros, "la détérioration du niveau de vie a affaibli les bases du compromis établi entre le régime de Janos Kadar et la popula-

tion en 1956" (Kepes, juin 1988). Et, Gyorgy Aczel, qui fut longtemps membre du Bureau politique du PSOH, lui fait écho en mettant le doigt sur le principal problème que doit aujourd'hui résoudre la direction hongroise : "Les larges masses sentent (...) qu'elles ont perdu la possibilité de s'élever. Les pauvres sentent que leur chance d'ascension sociale n'existe plus. Ceux qui possèdent quelque chose

sentent qu'ils peuvent le perdre. De façon générale les gens ne peuvent pas vivre sans perspectives ; et ceci est particulièrement vrai sous le socialisme, car cette société s'est identifiée dans leur esprit avec l'ascension sociale" (Stafeta, novembre 1987). ■

D'après *Die Linke* ;
Juillet 1987

La minorité hongroise de Roumanie

Le problème de la minorité hongroise de Transylvanie a créé une tension sérieuse entre la Hongrie et la Roumanie, aboutissant le 29 juin dernier à la fermeture du consulat hongrois de Cluj-Napoca et à l'expulsion de son personnel par le gouvernement roumain.

Le problème ne date pas d'hier. Rattaché à la Roumanie depuis 1918, la Transylvanie abrite une minorité hongroise dont les droits nationaux sont bafoués par le régime roumain. Elle comprendrait plus de 2 millions de personnes selon les chiffres hongrois et 1,7 million selon les statistiques roumaines. Depuis de nombreuses années, les intellectuels de Transylvanie émigrent légalement en Hongrie pour fuir cette oppression nationale.

Une immigration massive

La nouveauté, c'est une immigration clandestine massive depuis le début de l'année : plus de 10 000 personnes, essentiellement d'origine ouvrière. Ce qui a également changé, c'est l'attitude du gouvernement hongrois qui a décidé de se préoccuper du problème : il accueille ouvertement les réfugiés venant de Transylvanie, débloque des fonds pour les aider financièrement et multiplie les déclarations en faveur de la minorité hongroise. Matyas Szurös, secrétaire du Comité central (CC) du Parti communiste hongrois, chargé des relations internationales, déclare par exemple à Radio-Budapest que la "nation-mère" (la Hongrie), doit "intervenir de la manière la plus ferme" pour le respect des droits des Hongrois à l'étranger, "blessés" dans leur identité nationale (*Le Monde*, 27 avril 1988). La Hongrie installe même un puissant émetteur radio à la frontière roumaine pour s'adresser à la minorité hongroise.

Du côté roumain, c'est l'agacement et l'intensification de la politique d'assimilation forcée. On interdit par exemple aux minorités d'utiliser les noms hongrois (ou allemands) des villes de Transylvanie : on doit utiliser les noms roumains ! La circulation frontalière est également limitée. Le gouvernement de Ceausescu décide d'appliquer un plan

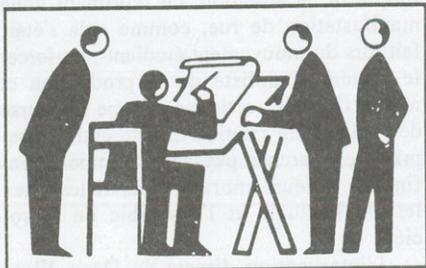
"d'aménagement du territoire", datant de 1982, qui prévoit de raser 8 000 villages dont une majorité se trouverait en Transylvanie.

Les mouvements indépendants en Hongrie, comme le Forum démocratique ou le Réseau d'initiatives libres, groupe d'opposants qui avait organisé la manifestation du 16 juin dernier pour réclamer la réhabilitation d'Imre Nagy, s'intéressent aussi de près à la question de la minorité hongroise en Roumanie. Une manifestation est organisée par ces groupes pour protester contre le projet "d'aménagement du territoire" de Ceausescu. Le 27 juin, 50 000 personnes défilent devant l'ambassade roumaine à Budapest aux cris de "Hitler, Staline, Ceausescu, tous les mêmes !" ou "Roumanie égale fascisme !". Il s'agit de la plus grande manifestation en Hongrie depuis l'insurrection de 1956. La manifestation reçoit un soutien tacite du gouvernement et la police n'intervient pas alors qu'elle n'avait pas hésité à réprimer deux semaines plus tôt une manifestation organisée à l'occasion du 30e anniversaire de l'exécution de Imre Nagy.

En réaction à la manifestation du 27 juin, la Roumanie décidait de fermer le consulat de Hongrie de Cluj-Napoca. Depuis, les relations entre les deux pays restent très tendues malgré les appels au dialogue lancés par Karoly Grosz.

Ce conflit pourrait avoir également une dimension qui entre dans le cadre des règlements de comptes internationaux entre partisans et adversaires de la *perestroïka*. Le consul général de Hongrie Domonkos Vekas aurait en effet qualifié la Roumanie de "pays stalinien démodé" et aurait affirmé que "l'avenir de Ceausescu est limité (...) parce qu'il se place en dehors du processus du renouveau du socialisme"... (*Le Monde*, 12 juillet 1988).

La Hongrie bénéficie d'ailleurs du soutien de l'URSS dans ce conflit. Le seul ennui, c'est qu'il y a également des problèmes avec la minorité hongroise d'Ukraine en Union soviétique ! "J'aimerais bien visiter un pays qui n'ait pas de problème de nationalités"... disait Gorbatchev à Belgrade... (*Le Monde*, 27 avril 1988). ■



Les habits neufs de Zhao Ziyang

DES SON ACCESSION à la tête du Parti communiste chinois (PCC), à l'automne 1987, Zhao Ziyang annonçait son plan de réformes économiques et politiques, élargissement de la production et du marché privés, entreprises sous la responsabilité des directeurs et non plus des dirigeants du Parti, ouverture accentuée aux échanges commerciaux internationaux et aux investissements étrangers. On peut faire un parallèle entre la politique qu'entend désormais mener la direction chinoise et le cours suivi en Union soviétique, la *perestroïka*.

Cette rupture radicale avec la politique suivie du temps de Mao Zedong a suscité un débat de grande ampleur lors du XIIIe congrès du PCC entre les "réformistes" et les "conservateurs". Ce débat est loin de s'être apaisé et les conséquences des réformes déjà engagées sont aujourd'hui au cœur de la vie politique et économique en République populaire de Chine.

L'article ci-dessous analyse la position des courants qui partagent le PC chinois. Dans notre prochain numéro nous en publierons la seconde partie qui traite de la réforme économique et de celles de l'administration et du Parti.

A. MARAVER

LE TREIZIEME CONGRES du Parti communiste de Chine s'est réuni à Pékin du 25 octobre au 1er novembre 1987. Représentant 46 millions de militants, 1 959 délégués avaient comme principaux points à l'ordre du jour de leurs sessions de travail, l'élection d'une nouvelle direction, dans le cadre d'un changement général sans précédent dans l'histoire du parti, et l'adoption d'une ligne politique stratégique pour la réforme, qui signifie la fin idéologique du maoïsme.

Avant le lever de rideau

La tenue de ce congrès a été précédée de dix mois d'intenses luttes fractionnelles entre conservateurs et réformistes.

En janvier 1987, au milieu des mobilisations étudiantes qui occupaient les villes les plus importantes du pays, la crise politique interne provoque la chute du secrétaire général du parti, Hu Yaobang. L'offensive conservatrice qui s'est poursuivie jusqu'à la réunion de l'Assemblée populaire nationale (APN) au mois d'avril, a suscité la radicalisation de la tactique des réformistes, qui ont réussi à imposer leur hégémonie dans la préparation du congrès, après avoir récupéré l'initiative politique dans une contre-offensive générale au mois de mai.

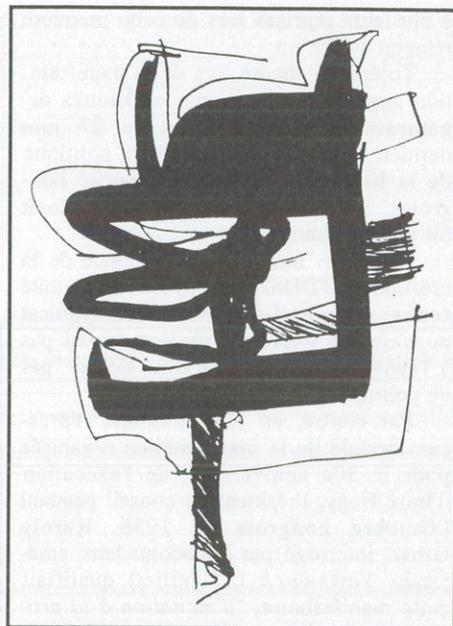
Asseoir cette hégémonie et l'assurer pour le futur, au-delà de la vie physique de

Deng Xiaoping, tel a été le principal objectif du XIIIe congrès. Pour cela, il a fallu donner une cohérence globale aux positions réformistes développées ces neuf dernières années, depuis le troisième plénum du IXe Comité central, dans un projet stratégique pour la construction du socialisme en République populaire de Chine.

En même temps, s'est créé un rapport de forces plus favorable aux réformistes dans les organes dirigeants, qui avec la mise à la retraite de la génération de la Longue marche, ont vu s'y accentuer, non seulement leur poids, mais aussi le rôle propre de Deng Xiaoping comme inspirateur et arbitre suprême du parti. C'est là un aspect essentiel, parce que la lutte de ces derniers mois a montré que pour consolider son hégémonie et résoudre le problème de la succession, la fraction réformiste a besoin de profiter au maximum de l'autorité de Deng tant qu'il vivra.

La réforme politique qui a été la cause des mobilisations et des luttes internes du parti ces derniers mois, apparaît pour la première fois dans le programme général des communistes chinois, avec une série de mesures concrètes qui devront être mises en pratique dans les prochaines années et dont le succès conditionnera celui de l'ensemble de la réforme.

Car le principal problème pour le développement économique du pays est avant tout social et politique : comment rétablir des relations de confiance entre le parti et les masses, après la révolution



culturelle, et susciter l'enthousiasme de ces dernières et leur activité en faveur du changement, d'ores et déjà qualifié de seconde Longue marche, sans que la réforme ne s'essouffle et se noie dans une série de décrets administratifs.

Dans un moment historique où le "socialisme réel" est à la croisée des chemins dans le monde entier, où surgissent des projets de réformes de l'ampleur de la *perestroïka* soviétique, la "Campagne de rectification des erreurs" cubaine, ou la relance du socialisme de marché en Hongrie, la direction chinoise a fait un effort important pour définir idéologiquement un projet qui, jusqu'à présent, est le plus radical sur le terrain politique et économique.

L'offensive conservatrice

Le lancement de la campagne contre le "libéralisme bourgeois" à la réunion du Bureau politique du 14 janvier 1987 et la démission ultérieure immédiate de Hu Yaobang, furent le signal d'une offensive générale de la fraction conservatrice à laquelle se joignit un secteur de l'Armée populaire de libération.

A partir de leur contrôle sur le Département de propagande, les conservateurs commencèrent à diffuser une critique globale de la situation économique et sociale : la réforme était la cause de l'inflation et des inégalités sociales croissantes en introduisant dans le cadre de la planification, un secteur capitaliste, dont le fonctionnement corrompait idéologiquement la population. Pour y faire face, il était indispensable de récupérer le contrôle politique de la situation, en réprimant toute manifestation de rue, comme cela s'était fait lors du mouvement étudiant ; renforcer le secteur socialiste de la production et mettre fin à des activités comme la bourse des valeurs, la relation directe entre entreprises et marchés paysans ; réimposer enfin, les valeurs morales socialistes chez les intellectuels et l'ensemble de la société.

L'intervention directe de Deng Xiaoping

ping, à travers la publication dans le *Quotidien du peuple* d'un de ses vieux articles de 1962, limita, à la mi-février, l'essor de l'offensive conservatrice, en exigeant que la campagne contre "le libéralisme bourgeois" n'affecte ni le secteur économique ni l'armée, et qu'elle se limite en pratique à l'intérieur du parti. Déjà à cette date, les dégâts causés au projet réformiste étaient très importants, en provoquant notamment une méfiance généralisée parmi les intellectuels et les directeurs d'entreprises sur l'avenir de la réforme, ravivant ainsi les traumatismes de la révolution culturelle.

Le dilemme des conservateurs

La fraction conservatrice s'est trouvée confrontée à un dilemme insoluble. D'une part, elle avait besoin de profiter de la campagne contre "le libéralisme bourgeois" pour diffuser ses positions dans la perspective du prochain congrès, et établir ainsi une base d'appui social plus large qui lui permettrait une relève des générations, sans affecter le rapport de forces établi à la réunion du bureau politique du 14 février. D'autre part, toute tentative de rompre le consensus et d'élargir la campagne impliquait le danger d'être accusée de fractionalisme, et surtout, de réveiller l'instabilité politique, en contradiction ouverte avec son programme "d'ordre et discipline". La presse internationale, en prenant ouvertement parti pour les réformistes, augmentait les risques en ce sens et réduisait les possibilités de manœuvres intermédiaires, car elle présenterait tout nouveau mouvement conservateur comme un défi personnel à Deng, avec de graves répercussions sur la confiance des investisseurs étrangers, qui ont déjà des intérêts significatifs liés à la réforme (1).

La réunion de la 5e session de la VIe Assemblée populaire nationale, le 11 avril 1987, s'offrait à la fraction conservatrice comme l'unique cadre public où poursuivre la campagne contre "le libéralisme bourgeois" grâce au poids politique de Peng Zhen, président de l'APN et principal porte-parole des conservateurs dans la crise de janvier. La discussion du rapport sur les travaux du gouvernement, que devait présenter Zhao Ziyang, permettait un affrontement contrôlé avec les réformistes, sur un terrain favorable aux conservateurs.

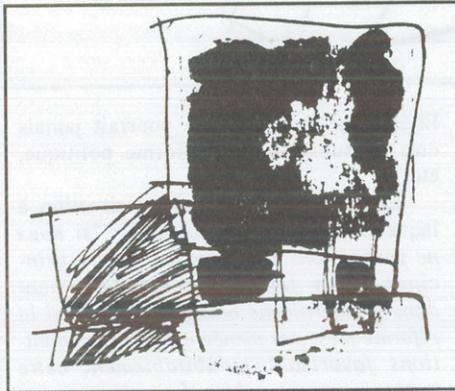
Parfaitement conscients de cet état de choses, les réformistes évitèrent le piège. Le rapport de Zhao reprenait tout l'éventail des critiques conservatrices, pour faire explicitement référence immédiatement après, aux bases politiques du consensus auquel on était parvenu en janvier, et qui ne pouvaient être autres que la réforme.

Sur le terrain économique, le travail du gouvernement fut caractérisé comme "réajustement (...) pour renforcer et améliorer continuellement le contrôle macro-économique". Le déficit budgétaire avait été combattu par une politique d'austérité, compensée par le contrôle des prix et des salaires. Le gouvernement avait tout particulièrement mis l'accent sur la réduction

de la consommation dispendieuse de certains organismes ou entreprises "avidés de somptuosité, de luxe, de pompe et d'ostentation (...) occasionnant une distribution abusive en espèces et dilapidant les fonds publics".

Pour ce qui est des rythmes de croissance, l'aspect le plus important des critiques des conservateurs, Zhao souligna que "les investissements dans la construction d'infrastructures dans les entreprises propriétés de tout le peuple, n'augmenteront que de 7,3%, pourcentage très inférieur aux 44,6% de 1985. Aujourd'hui, le principal problème est dû à ce que l'expansion des investissements dans des actifs fixes en marge du Plan, n'a toujours pas été efficacement contrôlée" (2)

Tout cela semble un écho des interventions de Chen Yun lors des derniers troubles, en ce sens que la forte inflation, officiellement de 10% mais en réalité



proche de 20% (3), et l'apparition de différences sociales, notamment par une consommation démesurée et la corruption de la bureaucratie (4), étaient les causes fondamentales de la croissante instabilité sociale.

Mais les principaux objectifs du gouvernement en 1987, selon Zhao, étaient "la réforme des mécanismes opérateurs des entreprises et du système de direction au sein de chacune d'elles, par la poursuite de l'incitation à l'association économique horizontale, l'accélération dans la mesure appropriée de la réforme bancaire, et l'élargissement ultérieur du marché des biens de production, la transformation et le perfectionnement progressifs des systèmes de travail et de salaires des entreprises par des méthodes de contrôle de l'investissement en actifs fixes, tout en préparant activement le terrain pour la prochaine phase de réformes complémentaires".

La première d'entre elles, la réforme du système de gestion des entreprises, qui sépare directions politique et technique, augmente l'autonomie et la responsabilité des gestionnaires et distingue les formes de propriété des formes de gestion en introduisant des types de *leasing* et de sous-contrats, avait déjà été présentée par le gouvernement à l'APN sous forme d'un projet de "Loi des entreprises industrielles d'Etat" mais l'opposition active des conservateurs était parvenue à geler son adoption.

Sur le terrain idéologique, les mobilisations étudiantes "furent pour l'essentiel", selon le rapport, "le produit d'un débordement du courant de libéralisation bourgeois (...) Voilà pourquoi nous disons que la lutte contre la libéralisation bourgeoise est fondamentale pour le succès ou l'échec de la modernisation socialiste et le destin de la nation". Mais c'était l'ultime concession qu'étaient prêts à faire les réformistes. "Ici poursuivit Zhao je me permets de répéter solennellement la chose suivante : durant tout le cours de la lutte contre la libéralisation bourgeoise, la disposition générale de concentration des efforts sur le développement des forces productives sociales et d'impulsion au développement de la civilisation socialiste sur les plans matériel et spirituel, avec comme axe la modernisation économique, ne changera pas. L'orientation de réforme sur toute la ligne ne changera pas."

Des mesures concrètes

Sur le terrain de la réforme politique, enfin, Zhao relevait le défi conservateur et annonçait l'élaboration d'une étude permettant de formuler une proposition de mesures concrètes au XIIIe congrès. Cependant, il déclarait que "jamais ne serait permise la relativisation du problème de la démocratie sous prétexte de combattre la libéralisation bourgeoise".

Le succès de cette tactique des réformistes obligea Peng Zhen à sauter le pas pour défendre la fraction conservatrice dans une conférence de presse avec des journalistes de Hong-Kong et de Macao (5). En premier lieu, face à l'accusation voilée de fractionalisme de l'APN pour geler la Loi des entreprises industrielles d'Etat, Peng s'attribuait le mérite d'avoir été le premier à proposer le système de la responsabilité personnelle des directeurs d'usine, mais qu'à l'époque cette question avait été écartée, en accord avec Zhao Ziyang, parce qu'il existait encore des divergences et des lacunes concernant certains articles de la loi. Il repoussait également la division de la direction du parti entre réformistes et conservateurs : "De fait, parmi nous il n'y a que des marxistes (...) le camarade Deng Xiaoping a dit la chose suivante : en ce qui concerne la réforme, je suis un réformiste, et quand il s'agit des Quatres principes fondamen-

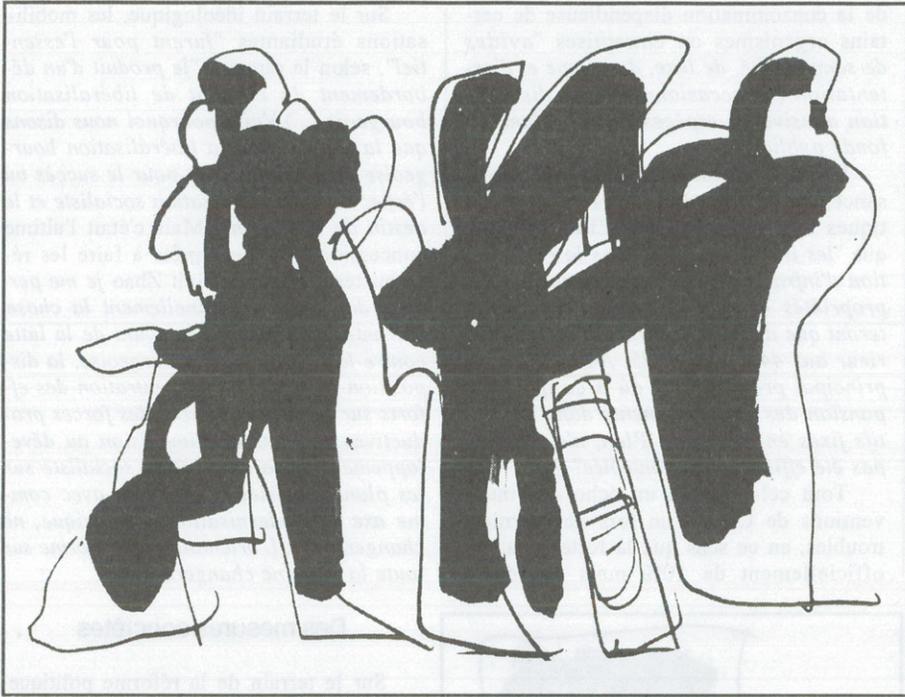
1) En 1986, les investissements étrangers ont diminué de 47,6%, soit 3,3 milliards de dollars au lieu des 6,3 milliards de 1985.

2) Rapport sur le travail du gouvernement présenté à la 5e session de la VIe APN. *Beijing Informa* numéro 16, du 21 avril 1987. (*Pékin Informations*, version en langue espagnole).

3) Li Rongxia, dans "Réforme du système des prix à Guangdong", *Beijing Informa*, numéro 37 du 15 septembre 1987, signale que "en 1986, l'indice du coût de la vie a baissé de 22,5% record historique, à 3,4% le plus bas parmi les grandes villes".

4) Selon le *Quotidien du peuple*, dans les deux dernières années les nouvelles sociétés, associations et entreprises ont acheté près de 200 000 voitures, dépensé de 7 à 8 millions de yuan d'essence et d'entretien en plus du coût des véhicules. *Beijing Informa* numéro 35, du 1er septembre 1987.

5) Peng Zhen avec des journalistes de Hong Kong et Macao - *Beijing Informa* numéro 17, du 28 avril 1987.



taux, je suis un conservateur" (6). Peng révélait, pour consolider l'appui social des conservateurs, qu'en 1982 "beaucoup de cadres" avaient suggéré sa cooptation au Comité permanent, et qu'il l'avait rejetée pour des raisons d'âge, reconnaissant la nécessité de rajeunir la direction du PCC, avec y compris sa mise à la retraite comme celle d'autres dirigeants conservateurs, mais en y maintenant explicitement Deng Xiaoping.

Il s'agissait en définitive d'un repli, et de l'acceptation des bases du consensus du 14 janvier, ce qui laissait de nouveau l'initiative aux mains des réformistes dans la préparation du XIII^e Congrès.

L'offensive conservatrice avait fait un pas en avant et deux pas en arrière.

La contre-offensive réformatrice

Le signal de la contre-offensive réformatrice fut le discours prononcé par Zhao Ziyang le 13 mai lors d'une réunion de responsables de la propagande, de la presse, des écoles du Parti et des Instituts de recherche. Sur un ton très différent de celui employé devant l'APN, Zhao critiqua "les personnes qui plaident pour l'élargissement de la lutte contre le libéralisme bourgeois sur le terrain économique : ils sont irresponsables, ils se trompent politiquement et violent la discipline sur le plan organisationnel", pour réfuter ensuite un à un les arguments des conservateurs : la situation économique non seulement n'était pas mauvaise, mais montrait une croissance soutenue y compris pendant la période de réajustement 1985-1986 ; à aucun moment les nouvelles formes de gestion industrielle et le système de responsabilité dans les campagnes n'avaient menacé la propriété collective des moyens de production ; on ne pouvait opposer un secteur socialiste planifié "pur" à un secteur capitaliste marchand "corrompu" ; la campagne contre le

libéralisme bourgeois ne pourrait jamais être un substitut à la réforme politique, etc.

Enfin, Zhao définissait la situation à laquelle doit faire face le parti : "si nous ne persévérons pas dans les Quatre principes, nous tomberons inévitablement dans le libéralisme bourgeois ; mais si la réforme n'est pas menée à bien, des conditions favorisant indubitablement cette tendance seront créées. La raison en est que seule la réforme peut développer l'initiative et la capacité créatrice des gens et développer les forces productives, en permettant que le socialisme démontre sa supériorité (...) La réforme est devenue une tendance dans les pays socialistes, sans laquelle ils n'ont pas d'issue".

Le second scénario de cette contre-offensive fut la réunion, le 26 mai, de la commission de la Campagne de rectification ou de consolidation du parti. Dans son intervention, Zhao Ziyang répétait les arguments qu'il avait exposés auparavant et demandait que le seul critère pour la promotion des cadres soit leur contribution positive à la réforme. Bo Yibo, vice-président de la commission, signalait que les inégalités relevées dans l'application de la campagne étaient le résultat du "formalisme" et de la peur de la critique de la part de beaucoup de militants, qui manquent de confiance dans la stabilité politique de la réforme. Mais il souligna qu'ils ne feraient plus appel à "aucun mouvement de masse", comme on appelle les méthodes de luttes fractionnelles de la Révolution culturelle, et que la Campagne devait se limiter à la critique et l'auto-critique. Dans un parti de 46 millions de membres, le résultat de la Campagne n'avait été que de 33 896 expulsions (7), chiffre qui parle de lui-même.

Le gigantesque incendie de la forêt de Hinggan, en Mandchourie, a permis à la fraction réformatrice de mettre en exemple les objectifs et le pourquoi de la réforme

politique. Des milliers d'hectares de bois et des villages entiers furent la proie des flammes, tandis que le ministère des Eaux et Forêts donnait des preuves patentes d'inefficacité et de bureaucratisme.

Le ministre et ses adjoints furent destitués, au milieu d'un torrent d'éditoriaux de presse qui exigeaient une loi de la part de l'administration d'Etat, dans le cadre plus général de la réforme politique, pour délimiter clairement les responsabilités aux différents niveaux de l'administration et du parti, et mettre fin à la centralisation excessive et à la bureaucratisme. Le 1er juillet, le *Quotidien du peuple* reproduisait le discours de Deng Xiaoping "la réforme du système de direction du parti et de l'Etat", par laquelle commença le débat sur la réforme politique au Bureau politique, en juin 1980.

L'épreuve de force

Toutefois, le contrôle sur le Département de propagande était l'épreuve de force la plus importante que devaient surmonter les réformistes. Ce n'est pas par hasard que c'est à partir de cette position stratégique que les conservateurs, Deng Liqun à leur tête, avaient lancé leurs campagnes contre "la pollution spirituelle" et "le libéralisme bourgeois" et mis en échec, peu de mois auparavant, une tentative réformatrice de mettre à la tête du Département une nouvelle équipe dirigée par Zhu Houze. L'expérience avait démontré que tout consensus auquel parvenait la direction ouvrait immédiatement une lutte pour son interprétation, en premier lieu dans la presse et les grands moyens de communications. Voilà pourquoi il était fondamental pour les deux fractions de renforcer leur poids respectif dans l'appareil de propagande avant le congrès.

La réunion des chefs provinciaux chargés de la propagande, se tint à Pékin du 9 au 12 octobre et fut le meilleur indicateur du rapport de forces immédiatement avant le congrès. Le responsable du rapport central était Hu Qili, bras droit de Hu Yaobang jusqu'à sa destitution et dirigeant le plus libéral de la direction. Hu en appela au "dialogue démocratique", utilisant les médias, non seulement pour diffuser la nouvelle politique de réforme, mais aussi pour recueillir les opinions, les critiques et les initiatives spontanées de la population, sans lesquelles, soulignait-il, la progression politique du parti était impossible. Quatre jours plus tard, le 16, le *Quotidien du peuple* reproduisait son intervention, en même temps qu'était annoncé le départ de Deng Liqun du Département, mesure préalable à sa mise à la retraite et à son élection comme membre de la Commission consultative centrale, au congrès.

Le dernier effort de la fraction réfor-

6) Les Quatre principes sont : conserver la voie socialiste ; défendre la Dictature démocratique et populaire ; défendre la direction du Parti communiste ; et le marxisme-léninisme pensée Mao Zedong.

7) "Zhao : Réforme et opposition à la libéralisation bourgeoise" - *Beijing Informa* numéro 29, du 21 juillet 1987.

miste consistait à éviter tout point faible dans sa politique extérieure. Zhao Ziyang fit une grande tournée, en juin, en Europe de l'Est, rétablissant les relations de parti à parti avec les bureaucraties réformistes de la région, élargissant la perspective historique de son propre programme et faisant un pas en avant dans la normalisation des relations avec Moscou. Peu après, le Hongrois Janos Kadar et le Yougoslave Stefan Kerosec se rendaient à Pékin comme invités et confidents particuliers de Deng Xiaoping. Le général Yang Shangkun, dans un geste envers le secteur conservateur de l'armée, partait peu de temps après aux Etats-Unis pour réaffirmer d'une part, la politique de réunification pacifique avec Taïwan et critiquer les ingérences nord-américaines et, d'autre part, discuter du programme d'achat d'armes pour la modernisation de l'armée.

Pour diriger idéologiquement et rentabiliser cette contre-offensive réformiste, Deng Xiaoping publiait en juin une compilation de ses interventions dans la dernière période sous le titre "*Questions fondamentales dans la Chine d'aujourd'hui*". Pour lui, le débat entre conservateurs et réformistes sur les Quatre principes, sa condamnation du mouvement étudiant et son appui à la "liberté de création" pour les intellectuels, ses critiques au fonctionnement économique des Zones spéciales, se situent dans un programme réformiste plus large qui culmine avec le problème de la réforme politique. Le livre s'achève sur son dialogue avec un membre du présidium de la Ligue des communistes yougoslaves, Stefan Kerosec, intitulé "Il faut accélérer la réforme", et qui est une défense passionnée de son programme politique pour le XIIIe Congrès, non seulement comme principal dirigeant historique vivant du parti, mais aussi comme homme d'Etat de dimension internationale responsable dans une époque de changements historiques.

Comme solution au problème de la fraction réformiste, qui cherche à articuler les rapports entre sa base sociale et la population en général, meilleure expression de ses contradictions, la presse commença à publier, tout au long de l'été, les premiers résultats des enquêtes d'opinion

effectuées par les Instituts de recherche sociale récemment créés. *Le Quotidien du peuple* ne laissait planer aucun doute, le 17 août, quand il publiait que 93,8% des gens interrogés étaient en faveur de la réforme. Les "mouvements de masses" écartés, la mobilisation autonome interdite après les débordements du mouvement étudiant, la nécessité politique de démontrer l'existence d'un appui social à son programme trouvait une solution classique dans les traités d'esbrouffe politique : les enquêtes (8).

Quand le 20 octobre, le VIIe plénum du XIIe comité central se réunit, les résultats de la contre-offensive du printemps étaient patents. Il n'y eut pas de grandes discussions sur le projet de rapport que devait présenter Zhao Ziyang au Congrès, au nom du Comité central. De même, fut approuvé un texte de Deng Xiaoping, "*Idées générales sur la réforme de la structure politique*", qui devait ajouter au rapport de Zhao, les premières mesures concrètes d'application de la réforme politique. On y effectua les modifications nécessaires des statuts pour que Deng, malgré son départ du Comité permanent et du Bureau politique, puisse continuer d'assurer la présidence de la Commission militaire, ce qui l'excluait de fait du changement de génération qui allait affecter les dirigeants conservateurs les plus en vue, en reconnaissance, une fois de plus, de son rôle d'arbitre du Parti et pour renforcer l'équilibre entre les deux fractions que devrait sanctionner le XIIIe congrès. Il ne restait plus qu'à tenir ce dernier.

Le PCC dans la première étape du socialisme

La première partie du rapport, rassemblée sous les titres "*Nos succès historiques et les tâches du présent congrès*," et "*La première étape du socialisme et la ligne fondamentale du Parti*" et le chapitre final de récapitulation, intitulé "*Pour une nouvelle victoire du marxisme en Chine*," cherche à établir la base méthodologique du programme réformiste, et à expliquer à partir de cette nouvelle perspective, l'histoire du PCC. Le VIe plénum du XIe Comité central en juin 1981, essayait déjà de le faire dans la "*Résolution sur certains problèmes de l'histoire du PCC*" pour revendiquer, après la défaite de la Bande des quatre, la légitimité de l'héritage de Mao. Mais l'hétérogénéité de l'alliance de tendances et fractions qui formait la direction à ce moment-là, ne lui permit ni d'élaborer un programme qui allait au-delà de la condamnation de la Révolution culturelle ni de se réclamer d'une légitimité propre.

Le rapport de Zhao, au contraire, situe au moment du troisième plénum du XIe Comité central, le début d'une nouvelle étape de l'histoire du PCC, sous la direction de Deng Xiaoping, dont les résultats concrets dans l'édification du socialisme sont la base de la nouvelle légitimité du Parti. L'héritage de Mao se réduit à la direction de la lutte anti-japonaise et à la

fondation de la République populaire, de telle façon que la pensée Mao Zedong doit se développer dans une nouvelle impulsion créatrice du marxisme qui se résume dans la formule de "construire le socialisme avec des particularités chinoises".

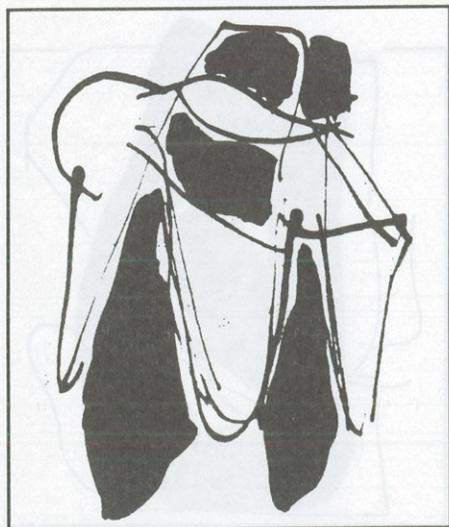
Les acquis réformistes

Pour qu'il ne reste aucun doute, les résultats concrets, tant pratiques qu'idéologiques, que la fraction réformiste s'attribue sont énumérés : une croissance économique soutenue, qui a permis de multiplier par deux le PNB en neuf ans ; le maintien de l'unité et de la stabilité politiques sur la base d'un consensus dont les deux éléments fondamentaux sont la politique de réforme et les Quatre principes ; l'analyse des étapes de la construction du socialisme en Chine et de la nécessité d'impulser et construire une économie marchande planifiée dans la première d'entre elles ; le développement de la démocratie socialiste et d'un système légal, mettant en place les bases d'un nouvel appareil d'Etat, séparé du Parti dans la formation d'un nouveau modèle de société socialiste ; l'enrichissement culturel et idéologique du pays, dans le cadre du principe de "liberté de création", avec l'objectif de créer une nouvelle civilisation spirituelle socialiste ; l'élaboration d'une nouvelle stratégie militaire pour la défense du pays et la réorganisation de l'Armée populaire de libération ; la progression dans le processus de réunification nationale grâce à la politique de "un pays, deux systèmes" qui a permis les accords de récupération de Hong-Kong et Macao respectivement avec la Grande-Bretagne et le Portugal, et de reformuler radicalement la perspective d'une négociation avec Taïwan ; enfin, le rétablissement de la Chine dans le concert des nations, avec une politique extérieure indépendante en faveur de la paix et du développement du Tiers-monde.

La tâche centrale du XIIIe Congrès est d'approfondir et d'accélérer la réforme, avec la conscience du temps perdu à cause de la faible base économique de départ et des erreurs politiques commises. Le facteur temps joue sur la rapidité de la révolution technologique, la lutte pour les marchés et la restructuration du système économique international.

Toutefois, le temps intérieur de la Réforme sera marqué par le niveau de développement de la Chine et ses propres contradictions, c'est-à-dire, par l'étape de construction du socialisme dans laquelle elle s'effectue. Pour la définir, Zhao, remonte aux débats sur la nature de la révolution chinoise dans les années 20 de l'Internationale communiste et du PCC : "*Nous avons un immense pays semi-colonial et semi-féodal. Après des luttes répétées entre les différentes forces politiques durant plus de 100 ans à partir du milieu du siècle passé, les nombreux*

8) "Première organisation d'enquêtes d'opinion publique" - *Beijing Informa* numéro 36, du 8 septembre 1987.



échecs de la révolution de vieille démocratie et la victoire finale de la révolution de nouvelle démocratie, il fut démontré que la Chine ne pouvait transiter par le capitalisme et que la seule issue consistait, sous la direction du Parti communiste, à abattre la domination réactionnaire de l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique et à emprunter la voie socialiste. Maintenant, le fait que notre société soit issue des entrailles d'une société semi-coloniale et semi-féodale et que le niveau des forces productives soit bien en deça de celui des pays capitalistes développés, détermine la nécessité de transiter par une première étape très prolongée pour faire de l'industrialisation une réalité, de même que la mercantilisation, la socialisation et la modernisation de la production atteintes par beaucoup d'autres pays dans les conditions du capitalisme" (9).

L'étape du socialisme

La caractérisation de cette première étape du socialisme ne se déduit pas pour autant d'un schéma général a priori, mais de l'analyse des conditions concrètes de la révolution chinoise. Elle se différencie tant de la période de transition, dans laquelle s'est établie la dictature démocratique populaire, selon la terminologie maoïste, mais dans laquelle n'existaient pas encore les bases d'une économie socialiste, que de l'étape suivante dans laquelle se sera effectuée la modernisation socialiste. "La contradiction principale à laquelle nous devons faire face dans l'étape actuelle, c'est celle qui existe entre les croissantes nécessités matérielles et culturelles du peuple, d'une part, et la production sociale retardataire de l'autre. La lutte de classes subsistera longtemps dans des limites déterminées, mais elle n'est plus la contradiction principale".

La nouvelle conception s'oppose frontalement à la théorie de la Révolution ininterrompue de Mao Zedong, selon laquelle les contradictions entre structure et superstructure dans un pays socialiste arriéré comme la Chine, se reflètent dans l'apparition périodique de couches sociales ayant des privilèges et des intérêts propres "suivant la voie capitaliste", à l'intérieur et en dehors du Parti communiste, et pouvant même aller jusqu'à s'emparer de la direction. La progression dans le processus de construction socialiste ne peut se faire qu'en prenant la lutte de classes comme contradiction principale, en dénonçant et détruisant ces couches sociales pro-capitalistes à travers de grandes mobilisations de masse qui prennent la forme de révolutions culturelles. L'histoire du Parti communiste chinois était interprétée comme une succession de luttes fractionnelles entre "deux lignes", la socialiste, représentée par Mao, et les diverses variantes réformistes pro-capitalistes.

Les erreurs de "gauche" et de "droite" ne sont pas le produit, selon le rapport de Zhao, de la "lutte de deux lignes", mais de l'incompréhension de la nature de la révo-

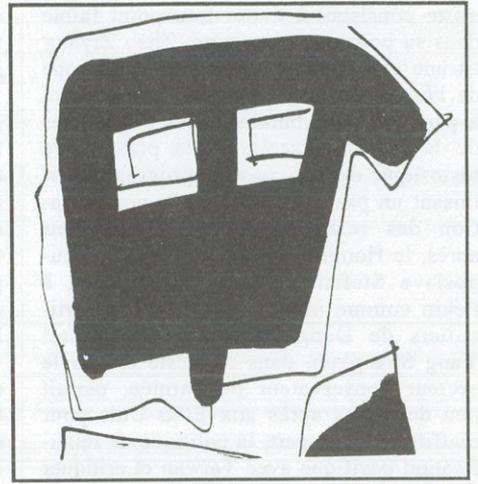
lution chinoise. "Dans les conditions historiques spécifiques de la Chine moderne, nier que le peuple chinois puisse prendre le chemin du socialisme sans que se soit produit auparavant le plein développement du capitalisme est une position mécaniste (...) source d'erreurs de 'droite'. D'un autre côté, l'opinion selon laquelle on peut faire l'économie de la première étape du socialisme sans que se soit produit un développement des forces productives, est une attitude utopique (...) source des erreurs de 'gauche'. Face au premier type d'erreurs, le rapport oppose la défense des Quatre principes, et face au second, la politique de réforme.

Le seul critère valable est la recherche de la vérité des faits, car, comme le souligne le rapport, "la construction du socialisme dans un pays d'Orient aux dimensions de la Chine est quelque chose de nouveau dans l'histoire du développement du marxisme", qui a devant lui la tâche d'élargir sa vision et son horizon avec les nouvelles réalités de notre époque, libre du dogmatisme à courte vue et des tendances utopiques, dans la lignée du travail théorique de Marx et Engels qui établirent, sur la critique du socialisme utopique, le socialisme scientifique. Zhao synthétise le noyau de la nouvelle méthode réformiste face à Mao, quand il signale que "le matérialisme historique marxiste a toujours considéré que ce sont les forces productives qui décident en dernière analyse de tout le développement social. Les rapports de production et la superstructure ne peuvent contribuer au développement des forces productives que quand ils s'ajustent à l'état dans lequel se trouvent ces dernières".

Un nouveau modèle de socialisme

Si les forces productives se caractérisent par leur retard dans cette première étape du socialisme en Chine, les rapports de production le font par le caractère inégal et combiné de leur développement : le secteur de la propriété socialiste, bien que représentant 50% de l'économie, est hypothéqué par la faible socialisation de la production et devrait se réduire selon Zhao à 30% (10) ; le marché domestique et l'économie marchande se sont faiblement développés ; l'économie naturelle et semi-naturelle ont un poids considérable dans l'ensemble du PNB.

Sur le terrain de la superstructure, le rapport pose à nouveau la thèse déterministe des réformistes, selon laquelle la faiblesse du système économique socialiste "entraîne une insuffisance aiguë de toute une série de conditions économiques et culturelles nécessaires à la formation d'une démocratie socialiste hautement développée" et avance la thèse gradualiste selon laquelle au fur et mesure que seront dépassées ces insuffisances, il sera possible d'établir des formes démocratiques plus larges, même si l'on fait d'un nouveau modèle de socialisme, l'idéal pour l'avenir. Parvenu à ce point, le rapport de Zhao Ziyang pose la question classique : Que faire ?

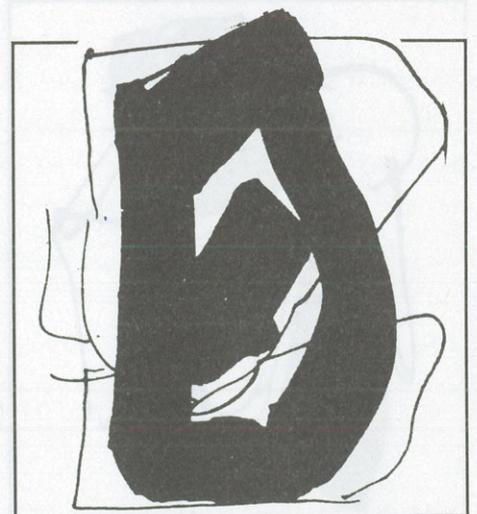


Avant tout, répond-il, il faut se concentrer sur le développement des forces productives et la modernisation, à travers l'application générale de la Réforme dans tous les domaines. C'est le mécanisme permettant de résoudre les contradictions entre les rapports de production et la superstructure dans une société socialiste et, sans passer par des révolutions culturelles, de réintégrer l'économie chinoise dans l'économie mondiale, pour qu'elle puisse prospérer grâce à la politique de portes ouvertes de la révolution scientifique-technique, tout en développant, en même temps, une "économie marchande planifiée" dans laquelle le rôle dominant sera joué par le secteur de la propriété publique. Sur le terrain politique, il s'agit de construire une démocratie socialiste, pas à pas, de façon ordonnée et sur la base de l'unité et de la stabilité. Sur le terrain culturel et idéologique, cela s'exprime par la naissance "d'une civilisation spirituelle socialiste" de haut contenu moral. ■

15 janvier 1988

9) Les citations du Rapport de Zhao Ziyang sont tirées de la version espagnole publiée par *Beijing Informa* numéro 45, du 10 novembre 1987.

10) *Quotidien du peuple*, du 3 octobre 1987. Interview de Zhao avec Arthur Dunkel, directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).



Lendemain de fraude électorale

LE 6 JUILLET dernier, les Mexicains allaient aux urnes pour élire le président de la République, les députés et les sénateurs. Il aura fallu dix jours pour connaître les résultats officiels pour la présidence. Chacun attendait la fraude dont est coutumier le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir sans partage depuis 60 ans, elle fut au rendez-vous.

Carlos Salinas de Gortari, le candidat du PRI à la succession de Miguel de la Madrid, s'est octroyé 50,36% des voix.

Cuauhtémoc Cardenas, candidat du Front démocratique national (FDN), s'est vu accorder 31,12%. Cardenas était soutenu par le Parti mexicain socialiste (PMS).

Le Parti d'action nationale (PAN-droite) qui présentait Manuel Clouthier, a obtenu 17,07% des voix.

Quant à nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Internationale, et sa candidate, Rosario Ibarra de Piedra, le PRI leur concédait gracieusement 0,38% et leur supprimait ainsi toute représentation parlementaire.

Officiellement donc, le PRI a gagné, même si le score de Salinas fait pâle figure face aux 70, 80 voire 90% dont se gratifiaient ses prédécesseurs. Même avec la fraude, il est mal élu.

Et pour une grande partie de la population, il n'est même pas élu du tout. Au lendemain du vote, de gigantesques manifestations contre la fraude déferlaient sur le pays.

Dès le 9 juillet, dans une conférence de presse qui réunissait les trois candidats de l'opposition, Rosario Ibarra déclarait, au nom du PRT, que la volonté populaire devait être respectée et Cardenas reconnu comme président. Elle appelait les travailleurs des villes et des campagnes à se mobiliser contre la fraude.

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la résolution adoptée par le Comité central du PRT.

DOCUMENT

LE 6 JUILLET, les potentialités politiques du peuple mexicain se sont révélées dans toutes leurs dimensions. Les travailleurs des campagnes et de la ville ont infligé une défaite impressionnante au PRI. Ce vote du peuple exprime le niveau de mécontentement populaire face au caractère antidémocratique de ce régime et aux attaques contre le niveau de vie. En ce sens, il ne faut pas se tromper sur les motivations à l'origine de ce vote. Une série de commentateurs politiques l'ont analysé comme une volonté manifeste des Mexicains de voter pour un changement sans violence, et cette appréciation paraît renforcée quand on regarde le faible nombre de voix obtenues par le PMS et le PRT.

Toutefois, le phénomène du vote pour Cardenas reflète une évolution diamétralement opposée. En premier lieu, il reflète une dynamique pour l'indépendance poli-

tique. Il est vrai que la politique proposée par Cardenas ne signifie réellement en rien la nécessité de l'indépendance politique, mais, pour des secteurs significatifs du peuple mexicain, elle signifie une rupture avec le PRI, du point de vue politique.

Cardenas, le vote utile

En second lieu, ceux qui ont voté pour Cardenas le firent parce qu'il apparaissait comme le meilleur instrument pour déloger le PRI. En ce sens, pour la première fois au Mexique, une dynamique de vote utile s'est exprimée. Et, en troisième lieu, mais c'est fondamental, ils ont voté pour Cardenas comme la meilleure façon d'avancer dans la lutte pour la démocratie, comprise non seulement sur le terrain électoral, mais aussi fondamentalement, sur le terrain social. Ils le firent parce qu'ils voulaient provoquer un changement dans le rapport des forces.

C'est pourquoi juste après les élections, les secteurs populaires sont descendus dans la rue pour manifester leur volonté de changement et de transformation. Ils ont pris confiance en eux-mêmes et n'ont plus peur de s'exprimer politiquement.

Quand les masses n'ont plus peur du pouvoir et de la politique de l'Etat, s'ouvrent alors de grandes possibilités pour qu'elles comprennent qu'elles doivent fondamentalement contrôler leur destin, et se profilent alors des situations de crise sociale où les classes se structurent politiquement pour donner une solution définitive à cette crise.

Depuis le mois de novembre, nous avons insisté sur la possibilité pour le PRI de perdre les élections. Toutefois, il faut clairement le dire, nous ne pensions pas que cette situation s'accompagnerait des grandes mobilisations de masse qui se sont produites, qui ont précisément approfondi la crise du PRI. Mais nous ne sommes encore qu'au début de cette crise. Dans le futur, nous allons connaître plus clairement encore l'expression de cette crise. (...)

La crise du PRI et de l'Etat

Tout au long de la campagne électorale, nous avons assisté à un processus contradictoire où Cardenas progressait en même temps que Salinas perdait du terrain, et la division s'accroissait au sein du PRI, qui trouva sa plus haute expression le 6 juillet.

Alors que les secteurs de la vieille bureaucratie politique étaient convaincus qu'il était nécessaire de maintenir une politique de fraude électorale sauvage, d'autres pensaient qu'il fallait trouver une fraude "honnête", qui serait en même temps, la base d'une possible concertation ultérieure. C'est là qu'il faut chercher l'origine des déclarations contradictoires au soir des élections. (...)

Tout était en place pour que s'imposent les tenants de la fraude sauvage. Et c'est là que prend toute son importance l'action menée par les trois candidats de l'opposition dans la nuit du 6 juillet. La prise du Secrétariat du gouvernement par les militants du FDN-PMS, du PAN et du PRT et l'entrevue - particulièrement violente au plan verbal - entre Bartelett (Président du conseil électoral, ndlr) et les candidats de l'opposition, a empêché cette fraude sauvage.

Quelques heures après, le président du PRI annonçait le triomphe "écrasant" du PRI et expliquait que Bartelett allait proclamer dans quelques minutes la victoire de Salinas, et pourtant, rien de tel ne se produisit. Le jour suivant, Salinas dut expliquer que nous avions vécu les élections les plus serrées de l'histoire et que l'opposition avait obtenu des victoires importantes.

A partir de là, il était clair que la ligne qui allait s'imposer serait celle de la fraude "honnête". Cela reflétait les contradictions qui s'exprimaient dans le PRI. Alors qu'était annoncée la défaite de Camboa

Pascoe, Fidel Velasquez (1) se refusait à accepter la défaite de ses candidats. Il est même très significatif que Fidel fut le seul des dirigeants des secteurs du PRI à ne pas être présent lors de l'annonce des résultats électoraux par Salinas. Et si le jour d'après, il se réunit avec Salinas, la division engendrée par le vote massif pour Cardenas était déjà patente.

Dans ce sens, nous pouvons signaler que la fraude qui s'est commise n'était pas celle qu'attendaient les secteurs les plus rétrogrades du PRI. Dans la pratique, dans les prochains mois, nous allons vivre un règlement de compte entre les différents courants qui se manifestent aujourd'hui à l'intérieur du parti.

La lutte dans la bureaucratie

Mais le plus important dans la lutte politique à l'intérieur du PRI, nous allons le connaître au sein de la bureaucratie syndicale. Depuis longtemps, notre parti considère que les divisions à l'intérieur du PRI se manifesteront dans un premier temps, à partir de ruptures à l'intérieur de la bureaucratie syndicale. En un sens, c'est là l'explication du peu d'importance que nous avons accordé au début à l'apparition du Courant démocratique du PRI. Cette vision sur les possibles fractures à l'intérieur de la bureaucratie syndicale se base sur deux idées.

Premièrement, la politique économique et sociale du régime de Miguel de la Madrid affectait fondamentalement les mécanismes de domination du mouvement de masse, et nous pensions que ceci allait amener certains secteurs de la bureaucratie syndicale à réagir et prendre la tête de certaines mobilisations. En second lieu, parce qu'en observant le développement de la crise politique qui couvait, nous pensions qu'elle éclaterait dans toutes ses dimensions, s'il se produisait une rupture de l'appareil "charro", dans la mesure où cet appareil fut la colonne vertébrale de la stabilité politique du régime.

S'il est vrai que la crise à l'intérieur du PRI n'a pas commencé par la bureaucratie syndicale, il ne fait aucun doute que l'expression, le développement et la conclusion de cette crise sont totalement liés à l'avenir de cet appareil de domination. Pendant la campagne de Salinas, les fractures entre les divers secteurs de la bureaucratie syndicale et le candidat du PRI, s'exprimèrent sous diverses formes. (...)

Tout cela se déroule au milieu de la lutte pour la succession de Fidel Velasquez. Depuis longtemps, nous avons signalé l'importance que revêt cette succession. Les divers courants qui se préparent pour cette lutte ont été pas mal secoués par la campagne électorale. Il ne fait pas de doute que le courant de Gamboa Pascoe, regroupé dans la Fédération des travail-

leurs du District fédéral avec près de 700 000 adhérents, a été le plus touché. (...)

Aujourd'hui, nous sommes plus convaincus que jamais qu'à l'intérieur de la bureaucratie syndicale les difficultés sont telles qu'il n'est pas naïf de penser qu'à court terme, nous allons connaître une série de fractures. Cette évolution sera plus forte si, comme tout le laisse à croire, Salinas approfondit la politique de "modernisation" et de reconversion industrielle. Le caractère profondément lâche de la bureaucratie syndicale l'a menée à se mettre en danger avec une politique qui ne lui est pas propre. Face à l'imminence des attaques patronales et gouvernementales, des secteurs de la bureaucratie syndicale se préparent à la lutte. Les actions de la Quina ou la déclaration de Romo (2) sont un avertissement aux modernisateurs quant à leur réponse future si ces derniers

ce sens, il est très significatif de constater la quantité d'encre répandue par les journalistes conseillant à Cardenas qu'il se satisfasse de ses triomphes et qu'il participe à un gouvernement de concertation. (...) C'est à partir de ce type de déclarations qu'on peut apprécier toutes les peurs du PRI, ouvertes ou dissimulées, quant à la dynamique qui s'ouvre à partir de la décision de Cardenas de ne pas reconnaître le triomphe de Salinas. (...)

Les supporters de Salinas sont aujourd'hui au désespoir de ne pas avoir de réponse favorable à leurs propositions de concertation, il fallut même utiliser le Procureur général de la République, individu qui jouit de la sympathie de certains secteurs cardénistes, pour faire un discours dans lequel il insistait sur la nécessité de cette concertation. La plupart des journalistes soulignèrent l'importance de cet appel, mais sans dire qu'il impliquait que les "minoritaires" reconnaissent le triomphe du PRI. Au train où vont les choses, le plus probable est que Salinas soit le prochain président de la République, mais que son gouvernement qu'il pensait fort et démocratique, soit bien plus un gouvernement faible et antidémocratique.

Salinas sera le nouveau grand solitaire du palais, non seulement à cause des désertions qu'a connues le PRI, mais aussi fondamentalement parce que dès le début de son mandat, il devra compter sur le rejet populaire. C'est probablement sous l'administration de Salinas que nous vivrons la fin de ce mode de domination. Celui qui voulait être le modernisateur du PRI en sera le fossoyeur.

Cardenas et ses choix

Quelques heures avant que ne soient closes les urnes, certains cardénistes en vue assuraient que le PRI avait gagné, que le vote pour Cardenas avait été très élevé et qu'il s'était affirmé comme la seconde force. En ce sens, les socialistes qui appuyèrent Cardenas furent les premiers surpris par le triomphe de Cardenas. Plus tard, au moment de la manifestation au Secrétariat du gouvernement et face à l'ampleur que prenait la réaction des gens qui s'y étaient réunis, ils se montrèrent assez déconcertés par les suites à donner à cette action. En revanche, le plus clair et le plus tranquille était précisément Cardenas. Toutes les déclarations qu'il fit et toute l'activité politique qu'il déploya, ont montré un homme politique très habile et très clair dans ce qu'il veut.

Surprend de prime abord la capacité qu'il a eue de subordonner tout le monde à ses positions. (...)

1) Camboa Pascoe, Fidel Velasquez : figures marquantes de la bureaucratie syndicale liée au PRI les "charros", le second étant secrétaire général de la Centrale des travailleurs mexicains (CTM).

2) Deux des bureaucrates syndicaux qui prirent position pour Cardenas.



s'obstinent à toucher à leur part de pouvoir. Maintenant il sera plus facile que ces bureaucrates réagissent parce qu'il existe un nouveau pouvoir politique qui est un défi à la politique modernisatrice, c'est-à-dire Cardenas. Nous sommes très certainement à la veille d'une sortie du PRI d'importants secteurs de la bureaucratie syndicale. Ce qui aujourd'hui retient la Quina n'est évidemment pas sa loyauté à Salinas, mais la lutte pour la succession au sein de la CTM. S'il voit qu'il n'existe pas de possibilités de parvenir à être le successeur de Velasquez ou si celui-ci meurt et qu'il n'est pas intronisé nouveau tsar de la CTM, alors son évolution vers Cardenas sera plus rapide. (...)

A partir de cette situation, le noyau le plus proche des collaborateurs de Salinas s'attela à la mise en pratique de la fraude "honnête". De fait, il fallait assurer plus de 50% des votes effectifs afin de pouvoir gouverner soi-disant avec légitimité. Pourtant, le vote pour le PRI fut si bas qu'ils n'eurent d'autres solutions que de faire monter l'abstention. Cette vision de la fraude supposait en arrière-pensée qu'une concertation serait nécessaire. En

Certains d'entre nous pensaient que l'évidence du réformisme cardéniste se manifesterait par son rejet de la mobilisation. Que s'il acceptait jamais le triomphe de Salinas, cela ne signifiait pas qu'il mobiliserait les masses pour défendre sa victoire. Cardenas a mobilisé des centaines de milliers de Mexicains, non seulement dans la ville de Mexico, mais dans différents endroits de province les mobilisations de masse ont été impressionnantes.

Ceci doit nous amener à mieux réévaluer ce que signifie le projet politique que pose le cardénisme. Le plus important à comprendre est sa stratégie politique. Une première réponse doit forcément nous amener à avoir une vision d'ensemble de ce qu'est la politique de Cardenas. Il paraît évidemment que Cardenas ne cherche pas une issue négociée à la conjoncture actuelle. Nous sommes convaincus que son projet se modifiait au fur et à mesure que sa force augmentait.

Le FDN, un instrument politique

S'il est vrai que dans la première partie de sa campagne, il pensait à la possibilité de récupérer le PRI, il a désormais une vision radicalement différente. Ce qu'il veut maintenant, c'est diviser davantage le PRI. Il entend reformuler les mécanismes de relations entre les masses et le pouvoir, entre les masses et un parti différent du PRI. Dans de nombreuses occasions, nous avons pu voir que Cuauhtémoc connaît parfaitement l'histoire de notre pays, et tout particulièrement la forme de domination que mit sur pied son père (3).

L'objectif de Cardenas, c'est de créer un nouveau Parti de la révolution mexicaine, avec la même vision que son père, mais avec une différence. Alors que le général le fit depuis l'appareil d'Etat, le fils pense le faire pour réorganiser l'appareil d'Etat, partant de la ferme conviction qu'avec les politiciens actuels du PRI, il est impossible de mener à bien cette tâche.

Cette conviction cardéniste part d'une autre hypothèse : en ne menant pas à bien une reformulation du pacte social issu de la révolution mexicaine, une crise sociale et politique de dimension historique risque d'éclater. Avec cette vision, la politique menée par Miguel de la Madrid et celle que prétend mener Salinas, est le meilleur moyen pour que le système dans son ensemble éclate en mille morceaux. Cardenas cherche à éviter cette possibilité et pour cela, il doit assumer des positions extrêmement radicales contre Salinas.

Pour parvenir à cela, il tend la main aux secteurs rompant avec le PRI et aux secteurs indépendants de gauche. Il cherche à transformer le FDN en un instrument politique (pas forcément en en faisant un parti dans un premier temps) pour encadrer l'appui de masse qu'il a acquis. Le pas suivant, sera sans aucun doute d'organiser cet

appui en fonction des secteurs sociaux. Il semble qu'il ait appelé les trois dirigeants les plus significatifs du CEU (4) pour mener à bien un travail dans toutes les universités du pays avec l'objectif de créer une jeunesse cardéniste. Bien évidemment, il ne peut pas appeler maintenant à la formation ouverte d'un nouveau parti, mais cela ne signifie pas qu'il ne fait pas les premiers pas en ce sens. Il ne veut pas qu'on l'accuse de détourner des forces dans ce moment de lutte contre la fraude électorale, et ensuite, il doit préparer ses forces, ceux qui seront avec lui pour ce projet. (...)

Cardenas a une vision de construction de cet instrument politique par le haut. Dans une réunion qu'il a eue avec les associations des victimes du tremblement de terre, face à un déluge de propositions sur comment organiser les comités anti-fraude et la traditionnelle discussion démocratique des associations, Cardenas répondit



que tout ce qui s'était discuté ne servait à rien, que la question fondamentale c'était de construire un commandement unique qui prenne l'essentiel des décisions. La majeure partie des associations acceptèrent cette vision.

Notre point de départ, c'est que le triomphe de Cardenas et les illusions qu'il a engendrées posent inévitablement la possibilité d'avancer dans un processus de réorganisation du mouvement de masse. Bien évidemment, les travailleurs des villes et des campagnes ne vont pas restreindre leur volonté démocratique au plan électoral. Ils veulent la démocratisation de leurs organisations sociales, notamment les syndicats. En fonction de ce que nous avons dit antérieurement, créer un Front démocratique ou un mouvement national démocratique d'en haut n'est pas identique à quelque chose qui serait le produit de la progression de l'auto-organisation des masses.

Cardenas dans son projet de restructurer des mécanismes politiques qui aident à la recomposition de l'Etat mexicain et de ses relations avec les masses, peut imposer une certaine vision corporatiste vis-à-vis des secteurs sociaux. Il est indubitable qu'il va tenter de créer une organisation de ce type. D'autant plus si nous observons le degré de contradictions in-

ternes des cardénistes. Dans un même secteur, cohabitent des cardénistes qui n'ont rien de commun entre eux. (...) Dans le mouvement syndical, la question est encore plus délicate, car dans quasiment tous les secteurs, les représentants cardénistes se rencontrent tant dans les directions syndicales bureaucratiques que dans les courants démocratiques qui les combattent. (...) A partir de cette grande hétérogénéité, Cardenas doit structurer une organisation politique d'en haut, avec une hégémonie indiscutable. Plus, il va jouer de cette hétérogénéité pour imposer son contrôle sur le processus et ne pas permettre que quelqu'un lui fasse de l'ombre. (...)

Avec tout cela, Cardenas est décidé à combattre Salinas. Il sait qu'il est très difficile que Salinas ne prenne pas possession de son mandat, mais en même temps, il crée les conditions pour qu'il n'aille pas jusqu'au bout de son mandat.

C'est précisément à partir de ce projet que son opposition au courant que représente Salinas est irréductible. Maintenant, cela comporte un nombre de dangers sans fin. En prenant confiance en lui même, le mouvement de masse, son expression politique seront chaque fois plus radicaux. Dans cette dynamique, il combinera de manière inévitable la nécessité de démocratiser ses organisations sociales, avec la nécessité d'améliorer substantiellement son niveau de vie. Son besoin de démocratie n'a rien à voir avec des canaux d'expression, mais englobe aussi la conduite de la politique économique. Le mot crise et une série de questions économiques commencent à ne plus être tabous pour les masses. (...)

Le PRT et son projet démocratique et socialiste

Il n'est pas possible de penser que les travailleurs mexicains vont se contenter de lutter pour démocratiser leurs syndicats ou, plus généralement, leurs organisations sociales. Dans le même temps, ils lutteront pour améliorer leurs conditions de vie. Dans ce sens, la lutte pour le salaire ou pour l'emploi seront clés, comme la démocratie. Et c'est précisément là que se manifestent les limites du projet cardéniste. Sa lutte démocratique se réduit fondamentalement à la lutte pour la présidence de la République. De façon très significative, le discours qu'il prononça lors du meeting du 16 juillet, révélait clairement ses intentions. Dans ce discours, jamais il ne fit la moindre allusion aux revendications matérielles les plus pressantes de la

3) Le général Lazare Cardenas fut président de la République entre 1934 et 1940. C'est lui qui œuvra pour que la majeure partie des organisations ouvrières et paysannes entre dans le parti qu'il créa alors, le Parti de la révolution mexicaine. Sur le cardénisme, voir le CER numéro 5 sur "le populisme en Amérique latine".

4) Le Conseil étudiant universitaire (CEU) était la direction du mouvement étudiant pendant les mobilisations de l'hiver 1986-1987.

population. Il ne parla ni de la lutte pour les salaires ou pour l'emploi, ni de la transformation des conventions collectives.

La nécessité d'étendre cette lutte pour la démocratie à toutes les cellules de la société n'apparut pas davantage. Le discours fut radical par rapport à Salinas de Gortari, qu'il nomma une fois de plus usurpateur, mais par rapport aux revendications populaires, pas un mot. Ce discours, élaboré comme un discours de protestation d'un nouveau président de la République, n'était pas destiné aux gens qui se masaient sur la place de la Constitution, mais à ceux qui n'y étaient pas : la bourgeoisie, l'armée, l'ambassade yankee. (...)

Le parti a tracé une ligne politique basée sur la nécessité de maintenir un pôle d'indépendance de classe dans cette campagne électorale. Certains opportunistes de la politique comme Marcos Rascon de *Punto Critico* (5), prétendent évaluer la validité de cette décision à la lumière des résultats électoraux. Ce n'est évidemment pas là notre façon d'analyser la justesse ou pas d'une politique déterminée. Dans ces derniers mois, notre parti et plus encore, notre projet stratégique, ont été constamment attaqués, et il faut insister là-dessus, ce n'est jamais que le début, ce que nous allons connaître va être beaucoup plus fort. Les agressions et le harcèlement dont nous avons été victimes ont comme origine l'idée que l'existence indépendante du PRT est extrêmement gênante. Certains voudraient que toute la gauche mexicaine soit orgueilleusement cardéniste.

Un projet socialiste à long terme

Quand notre parti a décidé de se maintenir avec une ligne indépendante, il a démontré une grande solidité politique. Et cela prend une signification plus grande encore si nous comprenons que nous étions un parti qui avait connu une accumulation permanente de succès politiques.

Et de plus, nous étions un parti où l'idéologie de faire de la politique en grand, en rompant les schémas sectaires du passé, s'était transformée en conscience fautive. Certains partirent et il ne fait pas de doute que nous, qui fûmes les pionniers dans l'élaboration de cette fautive conscience, en portons une part de responsabilité. (...)

En un petit nombre d'années, nous sommes parvenus à accumuler de tels succès, que nous avons perdu la perspective de ce que signifiait avoir un projet encore minoritaire dans la société. Nous avons davantage éduqué nos militants dans le succès conjoncturel que dans la vision à long terme que signifiait notre projet socialiste. C'est pour cela que nous avons beaucoup d'admiration pour notre PRT qui est sorti vainqueur de cette première grande épreuve, sans avoir perdu son profil révolutionnaire et socialiste. Il est vrai que dans cette épreuve, certains camarades - beaucoup d'entre-eux, de bons camarades - ont pris un autre chemin et ont rompu avec le parti. Ce fut là le prix à payer pour maintenir une ligne d'indépendance de classe.

Conscience et contradictions

On ne peut juger si notre décision était correcte ou pas à partir de notre résultat électoral. Certains camarades pensent que notre recul électoral traduit une baisse du niveau de conscience des masses. C'est totalement faux. Ceux qui raisonnent ainsi semblent ne pas savoir quels furent nos résultats électoraux auparavant. Le PRT n'avait pas 30%, ou même 10% des voix, et serait tombé maintenant à 0,38% selon le gouvernement. La vérité, c'est que notre parti avait en 1982 près de 3% réellement, en 1985 près de 2% (réellement, encore une fois) et qu'aujourd'hui nous sommes aux environs de 1,5%. Cela a mené certains commentateurs à dire que le socialisme est

minoritaire dans la société mexicaine. Mais c'est un fait évident non seulement en 1988, mais depuis de nombreuses décennies, sinon depuis toujours.

Ce qui est important est ailleurs. Ces élections n'ont pas manifesté une baisse du niveau de conscience des masses. Au contraire, la défaite que les travailleurs des villes et des campagnes ont infligée au gouvernement du PRI exprime un niveau de conscience supérieur. Il est vrai que cette conscience se traduit de manière contradictoire, mais il ne pouvait en être autrement. Notre tâche ne peut être de nous adapter aux circonstances mais bien de lutter pour favoriser une élévation de cette conscience à un niveau supérieur. Notre politique a montré une très grande cohérence dans cette conjoncture. Ceux qui craignaient que nous soyons en marge des larges masses, voire que nous soyons rejetés pour ne pas avoir appelé à voter pour Cardenas, doivent reconnaître que non seulement il n'en fut pas ainsi, mais que les masses ont bien compris notre position, même si pour le moment, elles ne sont pas totalement d'accord avec nous.

Le projet socialiste, d'indépendance de classe que représente notre parti doit se poursuivre, aujourd'hui plus que jamais. Toujours dans les situations de crise, les révolutionnaires sont confrontés - plus clairement qu'auparavant - à la difficulté d'être minoritaires, mais ceci ne doit pas cacher la vision de la signification du projet stratégique. Ce n'est pas la même chose d'être minoritaires dans une époque de tranquillité sociale et dans des moments où nous voyons les masses prendre confiance en elles-mêmes et se mobiliser de façon impressionnante, c'est là une vérité que nous ne pouvons occulter. Une vision plus manichéenne est celle qui cherche à rendre les masses responsables de ne pas comprendre le projet socialiste. (...)

Nous avons maintenu notre projet indépendant et socialiste non par nécessité narcissique d'auto-affirmation, nous l'avons maintenu et nous le maintiendrons parce qu'il est nécessaire pour le mouvement de masse de notre pays, ni plus ni moins. Dans l'avalanche réformiste que nous connaissons, les masses ont besoin d'une référence socialiste et elles la voient précisément comme un point de référence, comme un point de vue qu'il est nécessaire de prendre en compte au vu de ce qui se passe dans notre pays.

Le PRT et ses perspectives

Comme nous l'avons dit plus haut, ce qui est fondamental aujourd'hui pour les perspectives de notre parti, ne peut être considéré en fonction des intentions actuelles de la direction du mouvement, mais en fonction de la dynamique qu'ouvre ce mouvement. Notre objectif ne doit pas être d'attendre la trahison ou que les masses perdent leurs illusions, pour alors intervenir. Notre travail n'est pas de briser

5) *Punto crítico*. groupe de gauche indépendant partie prenante du FDN.

Recrudescence de violence contre le PRT

Les agressions subies par nos camarades du PRT pendant la campagne électorale et depuis le vote ne se sont pas cantonnées au plan verbal, loin de là.

Par l'agression et l'assassinat, les sbires du PRI tentent de faire taire ce parti qui les dérange tellement, en essayant de semer la terreur parmi ses militants :

★ Le 9 juin à Cuernavaca, dans l'Etat de Morelos, Jean McGill de Conde, représentante du PRT à la commission électorale de l'Etat de Morelos, était agressée et violée à son domicile.

★ Le 17 juin, Meliton Hernandez Velasco, militant paysan, membre du Comité exécutif de l'Union générale ouvrière paysanne populaire (UGOCP) de l'Etat de Puebla, militant du PRT, était retrouvé assassiné.

★ Le lendemain, 18 juin, un autre militant paysan membre du PRT, était tué par deux membres du groupe *Antorcha campesina*, lié au PRI.

★ Le 21 juin, Fatima Flores Palacios, qui fut candidate à la députation pour le PRT en 1982, sa représentante au niveau fédéral aux élections de 1985, compagne du représentant actuel de ce parti à la commission fédérale électorale, fut elle aussi agressée et violée chez elle.

Comme pour Jean McGill, les agresseurs montrèrent qu'ils connaissaient bien les habitudes de Fatima, ce qui indique une surveillance préalable.

★ Enfin, le 21 août, quatre jeunes gens âgés de 16 à 18 ans étaient retrouvés assassinés d'une balle tirée à bout portant. Le corps de deux d'entre eux portait des traces de tortures. Des quatre, l'un était le fils, l'autre le neveu d'un militant du PRT candidat député aux élections du 6 juillet dernier. ■

les illusions des masses mais de canaliser ces illusions vers d'autres objectifs. Nous devons nous insérer dans la dynamique actuelle des masses et participer avec elles à quelque chose qui n'est plus simplement les élections (ou tout de moins pas complètement), mais bien la possibilité de progresser dans le processus de réorganisation du mouvement de masse.

En premier lieu, nous devons participer de façon active à la construction des comités contre la fraude électorale. (...)

Au niveau politique plus général, nous devons comprendre que sans avoir une vision de débordement, il est nécessaire de jouer à fond la lutte démocratique. Cardenas pense qu'il est possible de parvenir au retrait des députés dans sa lutte pour ôter sa légitimité à la victoire de Salinas. (...) Dans le collège électoral auquel nous devons participer, il sera nécessaire de lutter, d'abord contre la reconnaissance de Salinas comme président de la République, mais ultérieurement, nous devons mener une politique qui accentue la crise des institutions. (...)

En même temps, nous ne devons pas agir comme si nous n'avions déjà plus le registre légal. Il est évident que le PRT a également été victime de la fraude électorale. Nous devons aller au collège électoral pour nous battre pour notre enregistrement légal, et en même temps, faire de la politique. (...) Evidemment, dans cette défense, nous avons beaucoup de limites à cause du faible nombre de représentants de notre parti dans les bureaux de vote. Toutefois, il est nécessaire de rassembler tous les faits que nous avons, y compris avec les autres partis, pour pouvoir comparer ces résultats avec ceux que nous a octroyés le gouvernement.

Une poignée de voix

Une fois de plus, le gouvernement tente de domestiquer notre parti en pensant que nous allons changer notre profil politique pour une poignée de voix. Une fois que les choses furent bien claires pour lui et les calomnieurs de la gauche qui se frottaient déjà les mains pour accuser le PRT de se prêter à la fraude électorale, ils n'insistèrent plus. Et bien entendu, ils décidèrent de se venger en nous donnant un score très bas, avec l'objectif de minimiser notre présence dans la société. Le PRT est sorti vainqueur de cette épreuve. (...) Mais ce n'est pas pour cela que nous allons baisser les bras. Si le PRT perd son registre, ce ne sera pas à cause de son score électoral, mais bien sur décision du gouvernement pour se venger de nos positions politiques. Voilà pourquoi notre bataille pour le registre n'est pas finie et dans toutes les mobilisations générales contre la fraude, nous devons exiger que la défense du registre du PRT soit posée comme une revendication. ■

Comité central du PRT
22-24 juillet 1988

EN BREF...



JEUNES

Cinquième camp d'été

La pluie était au rendez-vous pour accueillir les participants du cinquième camp d'été des organisations de jeunesse en solidarité politique avec la Quatrième internationale qui s'est tenu en France au mois de juillet. Qu'à cela ne tienne ! Cela n'en a pas pour autant "douché" l'enthousiasme de plus de 600 jeunes venus de 16 pays européens différents, mais aussi du Canada et des Etats-Unis.

Pour plus de la moitié de ces 600 jeunes c'était leur premier camp. Les vétérans qui avaient fait la campagne d'Italie l'année dernière étaient heureux de voir que le confort général s'était sensiblement amélioré !

Au programme, une quarantaine de commissions pour discuter autour de thèmes comme l'Europe et la crise ; les luttes des jeunes ; le féminisme et l'oppression spécifique des femmes ; les luttes contre le racisme ; l'écologie ; bureaucratie et Glasnost ; les luttes anti-impérialistes. Un coup de chapeau aux commissions sur l'écologie et l'URSS qui étaient particulièrement brillantes.

Comme chaque année, une journée était consacrée à la question du féminisme et l'oppression des femmes. A noter une forte progression de la participation féminine au camp : 40 % de femmes étaient présentes cette année. Quant à la moyenne d'âge elle était de 20/21 ans.

Un tiers des jeunes n'étaient pas membre d'une organisation de jeunesse avant de venir au camp. Le cycle de formation de base sur le marxisme a donc connu une fois de plus un franc succès avec une forte participation.

Trois grands meetings dont un avec la participation d'une camarade de la section mexicaine de la Quatrième internationale, le PRT, complétaient la dimension politique du camp.

...Mais le camp d'été était aussi une occasion de se détendre dans le magnifique site montagneux de Saint Beauzire en Auvergne. Sports, avec football, ping-pong, jogging et natation ; excursions au Puy ; bar et discothèques étaient donc aussi au rendez-vous... Même si certains se sont plaints de devoir couper court à leur grasse matinée à cause des hauts-parleurs

omniprésents ! N'oublions pas non plus l'excellent concert organisé à Brioude avec des groupes de rock, reggae et de musique marocaine.

Au moment de se séparer, rendez-vous fut pris pour l'an prochain dans l'Etat espagnol. ■

FEMMES

Femmes arabes en prison

Jusqu'à une époque récente, les militantes des sociétés arabes trouvaient une maigre consolation pour l'oppression sexuelle dont elles sont l'objet en tant que femmes, dans le fait qu'elles étaient généralement épargnées par la répression politique. Un certain machisme oriental et une certaine conception de "l'honneur" avaient pour corollaire une immunité relative des femmes dans le domaine politique. Il n'est jusqu'aux autorités israéliennes elles-mêmes qui ne tenaient compte de cette particularité.

C'est aujourd'hui chose révolue du moins en Syrie et dans les territoires occupés par Israël. Dans les prisons de la dictature syrienne, le nombre de femmes détenues sous l'accusation d'appartenir au Parti de l'action communiste a atteint, par suite de la grande offensive répressive déclenchée contre ce parti depuis l'été 1987 (voir *Inprecor* numéro 254 du 30 novembre 1987), un record absolu dans l'histoire du pays. En fait, près du quart des 1 500 personnes arrêtées pour interrogatoire au cours de cette offensive sont des femmes, dont plusieurs dizaines ont été maintenues en détention. Vingt-cinq d'entre elles, détenues dans la prison de Douma, ont entamé le 24 mai dernier une grève de la faim pour obtenir des droits aussi élémentaires que celui de recevoir la visite de leurs familles ou celui de comparaître devant un tribunal, assistées de l'avocat de leur choix (les détenus du PAC, dont certains sont en prison depuis plus de dix ans, n'ont jamais eu le "privilège" d'être jugé !). La grève a duré plusieurs semaines et a pu arracher quelques concessions à la dictature, notamment au sujet du droit de visite. Une rumeur non confirmée fait état de la mort d'une des grévistes par suite de sévices.

De l'autre côté de la frontière, dès avril dernier, cinquième mois de soulèvement, les autorités d'occupation ont décidé de ne plus faire exception pour les femmes, que jusque-là elles évitaient d'arrêter. Plusieurs dizaines de femmes palestiniennes ont été incarcérées depuis lors, s'ajoutant aux 5 500 hommes, jeunes et adultes, détenus en rapport avec le soulèvement en cours. Vu l'absence de centres de détention pour les femmes en Cisjordanie et à Gaza, les détenues palestiniennes sont placées dans les prisons israéliennes, en violation de la Convention de Genève de 1949 qui stipule que les détenus d'un pays occupé doivent être maintenus sur leur propre territoire. Par ailleurs, comme leurs sœurs syriennes, les Palestiniennes sont détenues sans inculpation et sans procès et soumises à diverses formes de torture au cours de leurs interrogatoires.

Les unes comme les autres ont besoin de façon urgente d'une action spécifique de solidarité et de défense de la part des organisations démocratiques et féministes, dans les pays impérialistes en particulier. Ces organisations doivent être alertées. ■

YUGOSLAVIE

Condamnations à Ljubljana

Le 18 dernier, s'est ouvert à Ljubljana le procès contre les trois journalistes de *Mladina* - la revue de l'Alliance des jeunes socialistes de Slovénie - Janez Jansa, David Tesic et Franci Zavrl, et l'adjudant Ivan Borster.

Tous quatre étaient accusés de "divulgaration de secrets militaires" (voir *Inprecor* numéro 269 du 4 juillet 1988).

Le tribunal militaire a siégé à huis-clos et en serbo-croate bien que les lois de la république de Yougoslavie stipulent que des accusés ont le droit d'être jugés dans leur langue, en l'occurrence le slovène.

Considéré comme une épreuve de force entre l'armée fédérale et la Slovénie, ce procès s'est déroulé dans une atmosphère de mobilisation de la population slovène.

Depuis l'arrestation le 31 mai dernier de Janez Jansa, un comité de défense s'est créé à Ljubljana, auquel ont adhéré quelque ... 70 000 personnes, plus de cinq cents organisations, sections locales des syndicats ou de la Ligue des communistes, non seulement en Slovénie mais aussi dans d'autres républiques, notamment en Serbie.

Le 27 juillet, le tribunal militaire a rendu son verdict. Le jeune sous-officier Ivan Borster, a été condamné à 4 ans de prison ; Janez et Zavrl à 18 mois et Tasic à 5 mois.

Toutefois, l'armée a fait une concession en accordant la liberté provisoire aux quatre condamnés, en attendant que la sentence soit exécutoire. Et à la sortie du tribunal, les quatre ont été acclamés par les 10 000 personnes qui s'étaient rassem-

blés pour les accueillir et protester contre le verdict. La direction du PC de Slovénie s'est associée aux protestations, Milan Kuncan, le président des communistes de Slovénie qualifiant le jugement des militaires d'"usurpation" de la souveraineté de la République. ■

AFRIQUE DU SUD

Lutte contre la conscription

Le 22 août dernier, Adriaan Vlok, ministre sud-africain de l'Ordre et de la loi, a annoncé l'interdiction de l'organisation Campagne contre la conscription (ECC). Depuis l'interdiction du Congrès des démocrates au début des années 60, c'est la première fois qu'une organisation de blancs est interdite par les autorités sud-africaines.

Le ministre Vlok a justifié sa décision en accusant l'ECC "d'être liée à la prétendue lutte contre l'apartheid et la prétendue lutte de libération nationale qui veut saper les fondements de l'Etat".

Fondée en 1983 l'ECC regroupe une cinquantaine d'associations qui s'intéressent au sort des jeunes blancs, de plus en plus nombreux, qui ne veulent plus servir dans l'armée sud-africaine.

Organisée au départ exclusivement d'étudiants, l'ECC a réussi par la suite à attirer un public très diversifié, allant des étudiants aux professions libérales, et aussi de gens venant de milieux moins privilégiés. L'ECC a des branches locales dans 14 villes différentes et regroupe également des associations de parents et des groupes de conscrits.

Au sein de l'ECC, se côtoient des objecteurs de conscience sur des bases religieuses, des pacifistes, des militants qui auraient préféré prendre les armes non pas pour ... mais contre l'apartheid, ainsi que des jeunes plutôt apolitiques qui ne veulent tout simplement pas perdre deux ans au service militaire sans parler des périodes de réserve.

Dans les années 70, une douzaine d'objecteurs de conscience avaient été condamnés à des peines de prison pour refus d'accomplir leur service militaire. La loi actuelle sur la conscription autorise l'objection de conscience - uniquement pour des motifs religieux - en échange d'un service alternatif de six ans, en guise de "punition".

A partir de 1976, les incursions militaires de l'armée sud-africaine en Angola ont commencé à jeter le trouble chez des conscrits. Même les plus patriotes d'entre-eux n'étaient pas enchantés de se faire tuer pour intervenir dans une guerre civile dans un pays voisin. L'utilisation de l'armée pour des tâches de répression dans les *townships* n'a fait qu'accroître ce trouble.

Par ailleurs, de plus en plus de jeunes universitaires préféraient aller travailler à

l'étranger plutôt que de perdre deux ans à l'armée, à tel point que les milieux d'affaires s'inquiétaient des résultats néfastes de cette "fuite des cerveaux".

La campagne de l'ECC en faveur d'un service alternatif réduit à quatre ans et autorisé également pour des motifs non-religieux rencontrait donc un écho très favorable auprès d'un public de plus en plus large. Et ceci, malgré les restrictions que la loi sur l'état d'urgence imposait aux activités de l'organisation depuis 1986.

Le débat sur la conscription a connu un rebondissement spectaculaire cet été. Au mois de juillet, un jeune blanc, David Bruce, était condamné à une peine de six ans de prison pour avoir refusé de "servir dans l'armée de l'apartheid". Une semaine plus tard, le 3 août, lors d'une conférence de presse organisée simultanément dans quatre villes différentes, 143 blancs non-quaient, dans une déclaration commune, leur refus de "servir dans une armée qui a pour principale mission de préserver le système de l'apartheid". Ceux des 143 qui n'ont pas encore effectué leur service militaire risquent d'être condamnés à six ans de prison.

Certains des signataires, qui ont déjà accompli leur service militaire, ont dénoncé les abus et les atrocités commises par l'armée sud-africaine en Angola et lors des incursions dans les *townships*. Un des porte-parole des 143, Etienne Marais, qui a servi dans l'armée sud-africaine entre 1980 et 1982 en Namibie et en Angola, témoigne par exemple de meurtres commis de sang froid et de tortures infligées à des enfants en Namibie. Il rapporte également les destructions de villages entiers, de l'habitude qu'avaient certains soldats de "collectionner" des doigts et des oreilles en guise de "souvenir" etc.

La réaction du gouvernement a été très violente. Le 5 août, le ministre de la Défense, le général Malan, déclarait que le gouvernement rejetait les demandes de l'ECC pour l'élargissement de l'objection de conscience et la réduction de la durée du service alternatif. Malan accusait également l'ECC de menacer la sécurité de l'Etat. Le lendemain, l'hebdomadaire sud-africain *Weekly Mail* qui avait fait un article sur la conférence de presse des 143 était saisi par la police. Toute cette escalade amenait l'interdiction d'ECC, le 22 août.

Le gouvernement sud-africain n'en n'a pas fini pour autant avec les objecteurs de conscience. D'autres groupes comme l'Association de soutien aux objecteurs ou des groupes de parents et de conscrits prennent déjà le relais de l'ECC. Les églises catholique, anglicane et méthodiste sont en train d'élaborer un programme pour un service alternatif et ont annoncé qu'ils soutiendraient moralement et légalement les objecteurs de conscience. Par ailleurs, un millier d'étudiants de l'Université de Cape Town ont manifesté contre l'interdiction de l'ECC. ■

Ville congrès de l'END

Le dernier congrès du mouvement Europe pour le désarmement nucléaire (END) s'est tenu à Lundl, en Suède, du 29 juin au 2 juillet. Pendant ces quatre jours, des centaines de pacifistes venant de tous les coins de la planète ont débattu des nouvelles tâches du mouvement.

Les dirigeants et représentants d'environ 50 mouvements et groupes d'Europe occidentale et de l'ensemble du monde anglophone s'étaient rassemblés. La réunion comptait aussi des délégations des comités pour la paix officiels de Hongrie, de Pologne et d'Union soviétique, ainsi qu'un petit nombre de militants indépendants pour la paix et les droits de l'Homme de Hongrie et de Pologne à qui avait été accordée une autorisation spéciale pour se rendre au congrès.

Les participants polonais indépendants comprenaient des membres du Groupe paix et liberté (WIP) ainsi que deux figures dirigeantes du syndicat Solidarité, Jacek Kuron et Janusz Onyszkiewicz. Parmi les participants indépendants venus de Hongrie il y avait plusieurs membres du groupe pacifiste non officiel 4-6-0 et de l'organisation indépendante de jeunes nouvellement fondée, la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ, voir plus haut dans ce numéro d'*Inprecor*).

Des délégués des pacifistes indépendants, de l'Eglise, et des groupes pour les droits de l'Homme d'URSS, de Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est avaient également été invités, mais les autorités de ces pays leur avaient refusé leurs visas de sortie.

Le problème général posé à Lundl était celui de la recherche de nouveaux objectifs centralisateurs capables de revivifier le mouvement. En effet, le congrès n'a pu que constater la baisse importante des mobilisations pacifistes dans la période récente. Dans ces conditions, peu d'idées nouvelles ont surgi de la part des militants et l'espace augmente ainsi pour les positions officielles et institutionnelles. Ainsi, les prises de position officielles du gouverne-

ment social-démocrate de Suède ont-elles marginalisé le mouvement pacifiste de ce pays en réitérant largement les propositions déjà bien connues de zones dénucléarisées et de politique de neutralité armée.

Mais les potentialités humaines et politiques de l'END restent importantes. Ainsi l'ont prouvé les paroles du représentant du Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud qui déclara que son organisation faisait de grands pas en avant, grâce à l'accroissement notable, quantitatif et qualitatif, de ses actions armées. De même, la sociologue palestinienne Mary Khars, du représentant des groupes pacifistes et anti-nucléaires du Pacifique ont fait vibrer les centaines d'assistants.

Les problèmes d'Europe de l'Est n'ont occupé qu'une petite partie des débats, mais les organisateurs avaient décidé de mettre la question des droits de l'Homme en Europe orientale à l'ordre du jour du congrès et l'invitation de membres des groupes indépendants montrait que leur importance était mieux perçue par les mouvements pacifistes occidentaux. Le congrès tint des sessions sur la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Roumanie, mais seule cette dernière a fait l'objet d'une déclaration conjointe des mouvements participants, assortie d'une décision d'action à venir également conjointe. Cette session sur la Roumanie avait été organisée à l'instigation du mouvement religieux hollandais *Pax Christi*. La proposition a été faite d'organiser cette année des actions de solidarité, campagnes d'information et manifestations, avec les peuples de Roumanie et les cercles démocratiques de ce pays.

Les initiateurs de cette proposition comprenaient les Polonais du groupe Paix et liberté, Lynn Jones, présidente de l'END de Grande-Bretagne, Joanne Landy, directrice de la Campagne pour la paix et la démocratie/Est et Ouest (Etats-Unis) et Jan ter Laak, secrétaire général de *Pax Christi*.

Les délégués officiels et indépendants de Hongrie ont attiré l'attention sur la discrimination qui pèse sur les populations hongroises de Transylvanie, appelant à la protestation internationale. ■

Suite de la page 28

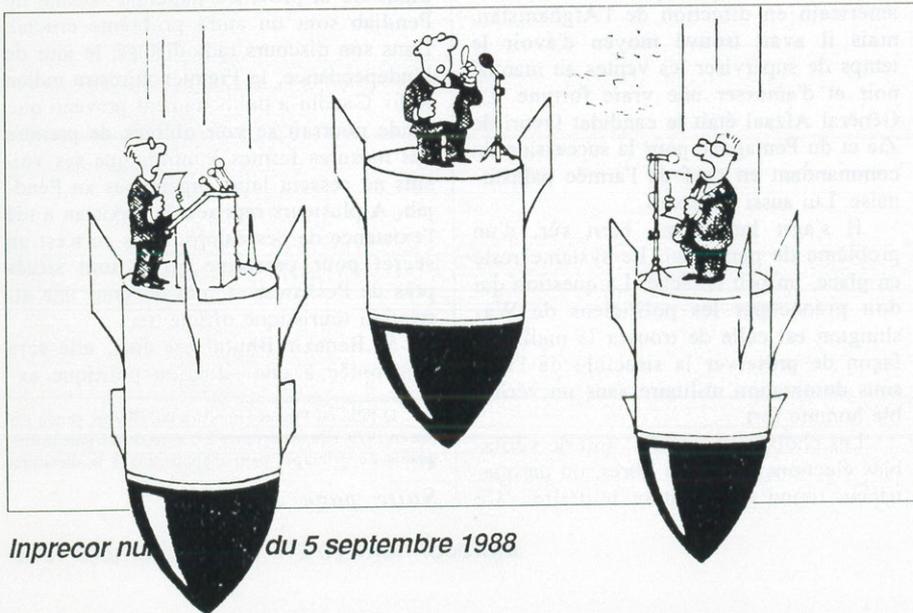
trêmement explosive. Les espoirs seront placés très haut. Ses partisans réclameront de nombreux changements. Pourra-t-elle leur donner satisfaction ? Dans ses derniers mois de pouvoir, son père Zulfikar Ali Bhutto avait promulgué une ordonnance de nouvelle réforme agraire qui, mise en application, aurait mis fin au pouvoir discrétionnaire des gros propriétaires fonciers des provinces du Pendjab et du Sind. Avant même d'avoir pu faire un pas dans cette direction, Bhutto a été renversé par le coup d'Etat militaire de Zia. Les paysans attendront certainement de sa fille qu'elle applique ces réformes. Ceux qui soutiennent Benazir Bhutto sont presque exclusivement les pauvres des villes et des campagnes qui représentent l'écrasante majorité de la population du pays. Elle devra offrir un ensemble de réformes crédibles car sinon, la désillusion qui se produirait alors serait si grande que les canaux existant pour la protestation politique déborderaient très vite. C'est là son dilemme. Elle doit offrir quelque chose mais la situation économique est telle qu'il n'est possible d'offrir que très peu de choses sans des changements radicaux auxquels elle n'est pas prête.

L'héroïne de l'histoire

D'une certaine façon, le problème le plus grave qui se posera à tout gouvernement élu est celui de la mafia de l'héroïne. Le Pakistan est aujourd'hui l'un des plus gros fournisseurs d'héroïne de l'Occident, et cela aussi, c'est l'héritage de Zia. Les millionnaires de l'héroïne ont établi, *de facto*, un gouvernement parallèle dans le pays. Ils fonctionnent à deux niveaux. Ils ont à leur service des groupes d'hommes armés pour assurer la protection de la récolte et veiller à la sécurité du réseau de distribution dans le pays et en dehors. Ces gangs privés opèrent dans tout le pays et en toute impunité. C'est devenu possible grâce à tout un réseau d'officiers de l'armée (dont certains ont été arrêtés mais ont aisément réussi à s'échapper) et de fonctionnaires civils qui émargent aux comptes des barons de l'héroïne. Ce cancer est profondément enraciné dans l'establishment militaro-bureaucratique.

L'idée que seule l'armée peut préserver la loi et l'ordre n'a pas résisté aux dix ans de règne de Zia et malgré tous les problèmes, le seul espoir réside, pour le Pakistan, dans la restauration immédiate de la démocratie. ■

The Guardian Weekly ;
28 août 1988



Explosion pour la démocratie

L'HISTOIRE est pleine d'étranges contrastes. En avril 1979, quand le général Zia a ordonné l'exécution du dernier Premier ministre pakistanais élu, Zulfikar Ali Bhutto, le pays tout entier en a été traumatisé et a pris le deuil. Quelques milliardaires ont sablé le champagne pour fêter l'événement. Zia lui-même fit, à l'époque, cette remarque : "Plus on est monté haut, plus dure sera la chute".

Tariq ALI

LORSQUE le Général a lui-même récemment, quitté ce monde, il n'a été pleuré que par les plus dignes représentants de ce club occidental bien connu qui soutient tous les dictateurs pro-américains, les Georges Bush et autres Margaret Thatcher. Mais le peuple du Pakistan, lui, a jusqu'à présent soigneusement caché le moindre signe de chagrin.

Peu de larmes

En fait, dans les trois plus grandes villes du pays, Karachi, Lahore et Rawalpindi, il y a même eu des manifestations de joie : des confiseries sont distribuées à la ronde, les gens s'embrassent et l'on entend dire couramment : *"Trente personnes sont peut-être mortes, mais des millions ont été sauvées"*.

Pour les citoyens de son propre pays, le "défenseur du monde libre" n'était qu'un despote sordide et parfaitement haï, se maintenant au pouvoir par la force brute et le soutien de Washington. Le lourd symbolisme contenu dans le fait que l'ambassadeur des Etats-Unis, Arnold Raphel (déjà membre important de l'ambassade américaine à Islamabad lorsque Zia prit le pouvoir en juillet 1977), voyageait également dans l'avion fatal, n'a pas échappé à la population.

Pendant dix ans, depuis l'intervention soviétique en Afghanistan, le Général Zia a été le client favori du Pentagone. Le Pakistan a reçu des milliards de dollars d'aide économique et militaire. Des millions supplémentaires transitèrent par Islamabad pour être utilisés contre les Russes en Afghanistan.

Tant qu'il a occupé le pouvoir, le défunt dictateur a utilisé l'islam pour faire violence à la culture politique du pays. Les peines de fouet et les exécutions publiques ont été régulièrement ordonnées pour terroriser la population. Les défenseurs de la liberté et de la démocratie de Washington ont ignoré cet étalage de barbarie moyenne. Il y a une loi pour les sandinistes au Nicaragua mais une autre s'applique pour les généraux Zia et Pinochet.

Après la perte de l'Iran, c'est le Pakistan qui fut choisi par les Etats-Unis comme relais régional majeur. Leur influence grandit à tel point, que leurs ambassadeurs successifs devinrent des partenaires importants dans tous les jeux politiques du pays.

Au cours des derniers mois, un désaccord public s'était élevé entre Zia et l'ambassadeur Raphel. Le politicien en uniforme voulait des élections générales sans s'encombrer de partis politiques. Le Capitole s'en offusqua. Raphel fit une déclaration publique pour défendre la participation des partis politiques au processus électoral. En privé, Raphel avait assuré plusieurs dirigeants de l'opposition que les Etats-Unis ne toléreraient pas une élection sans les partis.

Nouveau casse-tête pour Washington

La mort de Zia pose des problèmes très importants à Washington. Il n'y a pas de successeur au sein de l'armée. Les généraux qui sont morts en même temps que Zia faisaient partie du cercle enchanté. Le général Akhter Rehman, chef du service de renseignements militaires et favori de Zia, de longue date, était largement considéré comme corrompu. C'était lui le responsable du passage de l'armement américain en direction de l'Afghanistan, mais il avait trouvé moyen d'avoir le temps de superviser les ventes au marché noir et d'amasser une vraie fortune. Le Général Afzaal était le candidat favori de Zia et du Pentagone pour la succession du commandant en chef de l'armée pakistanaise. Lui aussi a disparu.

Il s'agit largement, bien sûr, d'un problème de personnel. Le système reste en place, un peu ébréché. La question qui doit préoccuper les politiciens de Washington est celle de trouver la meilleure façon de préserver la structure de l'Etat sous domination militaire sans un véritable homme fort.

Les choix sont limités : soit de véritables élections générales libres, ou un quatrième round de dictature militaire. Ce

dernier choix, en ce moment précis, serait extrêmement dangereux, menant rapidement à un effondrement total de la loi et de l'ordre.

Plus important, un retour à la domination militaire pourrait faire exploser une gigantesque insurrection et une possible guerre civile. Un tel scénario, à l'origine de nombreux cauchemars des tenants du pouvoir à Washington et Islamabad, pourrait mettre en jeu la survie même du pays. D'un autre côté, des élections générales amèneraient, selon toutes probabilités, une victoire de Benazir Bhutto (1) et de son Parti du peuple pakistanais (PPP). Zia vivant, les Etats-Unis gardaient une carte quasi-permanente de recours au cas où les choses échapperaient à leur contrôle. Sans Zia, Washington exigera de très fermes garanties de la part de tout gouvernement civil qui se formerait. Il est peu vraisemblable que les Américains permettraient que l'on touche au budget militaire inflationniste du pays (80% du budget total), ni que des changements sérieux soient opérés dans la politique étrangère du Pakistan.

Les dessous de cartes

Les craintes exprimées sur l'Afghanistan et la disparition de Zia par les dirigeants américains après l'explosion de l'avion, sont assez étranges, étant donné que les Etats-Unis comme le Pakistan sont signataires des accords de Genève qui doivent mettre fin au conflit afghan et ouvrir la voie au retrait des troupes soviétiques. Que les politiciens américains soient tellement inquiets au sujet de l'Afghanistan indique l'existence d'un calendrier secret évidemment destiné à permettre d'installer au pouvoir les groupes fondamentalistes afghans les plus récalcitrants et les plus réactionnaires. Un tel projet avait l'accord de Zia, mais tous les grands partis politiques du Pakistan y sont réticents. Il est probable qu'aucun dirigeant politique élu ne poursuivra une intervention militaire en Afghanistan. C'est ce qui inquiète les Etats-Unis, plus que tout autre chose.

Les camps d'entraînement mis en place par les services secrets du Pakistan pour former et armer les séparatistes Sikhs de la province indienne voisine du Pendjab sont un autre problème crucial. Dans son discours radiodiffusé, le jour de l'Indépendance, le Premier ministre indien Rajiv Gandhi a publiquement prévenu que l'Inde pourrait se voir obligée de prendre des mesures fermes à moins que ses voisins ne cessent leurs ingérences au Pendjab. A plusieurs reprises, le Pakistan a nié l'existence de ces camps, mais ce n'est un secret pour personne qu'ils sont situés près de Peshawar et sont devenus une attraction touristique officielle.

Si Benazir Bhutto est élue, elle sera confrontée à une situation politique ex-

1) Fille du Premier ministre Ali Bhutto, pendu par Zia en 1979, elle est devenue à la mort de son père la dirigeante du principal parti d'opposition à la dictature.

Suite page 27